

COMPTES PUBLICS

1989-1990

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1990

Québec 

50
3971
79
63
C-128
1989-1990
11
10

COMPTES PUBLICS

1989-1990

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

**Année financière
terminée le 31 mars 1990**

Ministère des Finances

Bibliothèque

Date :



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-21020-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-21021-2 (Volume 1)

Dépôt légal -- 4^e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1990.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, novembre 1990

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1990, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

Québec, novembre 1990

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	17
Notes complémentaires aux états financiers	19
Rapport du Vérificateur général	
sur les états financiers du	
gouvernement du Québec	39
Observations du Vérificateur général	
sur les états financiers du	
gouvernement du Québec	43
 ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	 1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte des régimes de retraite	
 FINANCEMENT - SECTION	 2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
 ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	 3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1990 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement**Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses****Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables**

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1990. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail des comptes des régimes de retraite.
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement.
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère.
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin de ce volume apparaît sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs de chaque fonds renouvelable.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	<u>1990</u>	<u>1989</u> (note 10)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	14 586 602	13 638 159
Taxes à la consommation	6 884 900	6 649 373
Droits et permis	703 163	673 162
Revenus divers	816 715	764 320
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	<u>1 341 644</u>	<u>1 619 274</u>
Revenus autonomes	24 333 024	23 344 288
Transferts du gouvernement du Canada	<u>6 740 912</u>	<u>6 450 523</u>
Total des revenus (note 2)	<u>31 073 936</u>	<u>29 794 811</u>
DÉPENSES (note 4)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 501 019	8 430 184
Établissements de santé et de services sociaux	7 860 599	7 227 874
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 319 828	1 220 912
Municipalités et organismes municipaux	1 339 328	1 153 819
Personnes	5 054 903	4 784 424
Entreprises, organismes du Gouvernement et fonds spéciaux	<u>607 981</u>	<u>559 945</u>
Total des transferts	24 683 658	23 377 158
Traitements, salaires et avantages sociaux	2 909 782	2 769 743
Service de la dette	2 853 166	2 712 307
Autres dépenses	<u>2 102 964</u>	<u>1 912 316</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>32 549 570</u>	<u>30 771 524</u>
Excédent des dépenses sur les revenus avant les dépenses additionnelles	1 475 634	976 713
Dépenses additionnelles (note 3)	<u>183 783</u>	<u>636 513</u>
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1 659 417	1 613 226
DETTE NETTE AU DÉBUT	<u>31 826 718</u>	<u>30 213 492</u>
DETTE NETTE À LA FIN	<u><u>33 486 135</u></u>	<u><u>31 826 718</u></u>

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	<u>1990</u>	<u>1989</u> (note 10)
ACTIF		
Placements temporaires - au coût	370 139	398 913
Comptes à recevoir	2 401 594	2 659 186
Intérêts courus	<u>17 343</u>	<u>16 245</u>
	2 789 076	3 074 344
	- - - - -	- - - - -
Placements--actions, obligations, billets, prêts et avances (note 5)		
Entreprises et organismes du Gouvernement	10 314 845	9 865 245
Municipalités et organismes municipaux	59 950	62 314
Particuliers, sociétés et autres	<u>165 346</u>	<u>193 810</u>
	10 540 141	10 121 369
	- - - - -	- - - - -
Frais reportés	104 017	92 971
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DE L'ACTIF	13 433 234	13 288 684
DETTE NETTE	<u>33 486 135</u>	<u>31 826 718</u>
	<u>46 919 369</u>	<u>45 115 402</u>

Le contrôleur des Finances,

Le sous-ministre des Finances,

Pierre-André Paré, f.c.a.

Claude Séguin

Québec, le 30 octobre 1990

	<u>1990</u>	<u>1989</u> (note 10)
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 6)	177 352	259 047
Avances des fonds en fidéicomis	55 564	54 354
Compte d'accords de perception fiscale	336 095	310 833
Comptes à payer	2 157 201	2 107 746
Intérêts courus	<u>1 388 130</u>	<u>1 367 706</u>
	4 114 342	4 099 686
	- - - - -	- - - - -
Gain de change non réalisé	634 281	516 149
	- - - - -	- - - - -
Provision pour perte sur placements en actions (note 5)	80 394	177 268
	- - - - -	- - - - -
Provision pour financer l'assainissement des eaux	37 631	41 228
	- - - - -	- - - - -
Compte des régimes de retraite (note 7) Passif inscrit	14 896 625	13 411 311
Moins: participation du Gouvernement inscrite d'avance	<u>543 150</u>	<u>221 560</u>
	14 353 475	13 189 751
	- - - - -	- - - - -
Bons du trésor (note 8)	1 800 000	1 705 000
Obligations et billets (note 8)	<u>25 899 246</u>	<u>25 386 320</u>
	27 699 246	27 091 320
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DU PASSIF	<u><u>46 919 369</u></u>	<u><u>45 115 402</u></u>
Engagements et éventualités (note 9)		

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités de fonctionnement		
Déficit des opérations budgétaires	1 659 417	1 613 226
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
• Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	276 044	538 274
• Provisions pour moins value	(8 211)	6 342
• Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(18 124)	(16 431)
• Participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 7b)	(1 700 396)	(2 064 650)
• Amortissement des frais reportés	(254 327)	(162 029)
• Amortissement du gain de change non réalisé	58 048	45 505
	(1 646 966)	(1 652 989)
	12 451	(39 763)
Régimes de retraite:		
Pensions et autres paiements	727 607	640 029
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(190 935)	(209 423)
	536 672	430 606
Variation des autres éléments de l'actif et du passif* reliés au fonctionnement	47 432	570 711
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement	596 555	961 554
Activités d'investissement		
Placements effectués	304 626	153 588
Placements réalisés	(142 961)	(156 240)
Liquidités utilisées pour des activités d'investissement	161 665	(2 652)
Besoins financiers nets	758 220	958 902
Activités de financement		
Variation de la dette à long terme:		
Emprunts effectués	2 722 348	3 232 538
Moins: Emprunts remboursés	1 938 242	2 248 981
	784 106	983 557
Amortissement de la variation du change étranger	(58 048)	(45 505)
	726 058	938 052
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
• Espèces en banque	3 388	13 683
• Placements temporaires	28 774	7 167
	32 162	20 850
Financement net	758 220	958 902

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les comptes et les intérêts courus à recevoir et les frais reportés. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes et les intérêts courus à payer, le gain de change non réalisé et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

EMPLOI DES CRÉDITS
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires culturelles	244 969	6 167	234 786	6 148	10 183	19
Affaires internationales	96 185	82	85 074	82	11 111	
Affaires municipales	682 069	2 958	647 358	1 110	34 711	1 848
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	618 671	35 187	602 277	35 002	16 394	185
Approvisionnement et Services	69 668		57 411		12 257	
Assemblée nationale		69 588		66 369		3 219
Communautés culturelles et Immigration	50 563		46 156		4 407	
Communications	121 124		115 796		5 328	
Conseil du trésor	21 207		20 274		933	
Conseil exécutif	92 557	1 213	37 763	1 199	54 794	14
Éducation	5 104 021	388 743	4 961 109	288 359	142 912	100 384
Énergie et Ressources	527 447	19 512	467 208	8 700	60 239	10 812
Enseignement supérieur et Science	2 902 243	101 289	2 845 338	73 849	56 905	27 440
Environnement	432 616		414 977		17 639	
Finances	184 481	2 948 288	104 227	2 858 961	80 254	89 327
Industrie, Commerce et Technologie	479 327	23 351	426 552	20 351	52 775	3 000
Justice	356 897	53 707	351 177	53 309	5 720	398
Loisir, Chasse et Pêche	232 104	66	219 261	66	12 843	
Main-d'œuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 950 849	128	2 858 944	10	91 905	118
Office de planification et de développement du Québec	51 192		34 794		16 398	
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	146 106		122 048		24 058	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	249 380	1 022 454	246 439	712 685	2 941	309 769
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	26 647		24 318		2 329	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	17 911	58 665	17 450	58 106	461	559
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 238 989		2 223 267		15 722
Revenu	277 866	58 727	268 746	58 507	9 120	220
Santé et Services sociaux	6 688 407	1 807 731	6 595 761	1 709 033	92 646	98 698
Sécurité publique	756 412	7 637	747 425	7 637	8 987	
Tourisme	83 550		79 982		3 568	
Transports	2 013 755	400	1 964 802	377	48 953	23
Travail	96 365	3 027	76 331	2 415	20 034	612
Provision pour créances douteuses		105 085		105 085		
	<u>25 574 589</u>	<u>8 952 994(1)</u>	<u>24 673 784</u>	<u>8 290 627</u>	<u>900 805</u>	<u>662 367</u>
Dépenses	25 416 279	8 952 876	24 539 692	8 290 535	876 587	662 341
Prêts, placements et avances	158 310	118	134 092	92	24 218	26
	<u>25 574 589</u>	<u>8 952 994(1)</u>	<u>24 673 784</u>	<u>8 290 627</u>	<u>900 805</u>	<u>662 367</u>
(1) Crédits permanents:						
Inclus dans les prévi- sions budgétaires		8 762 348		8 099 981		662 367
Non inclus dans les prévisions budgétaires		190 646		190 646		
		<u>8 952 994</u>		<u>8 290 627</u>		<u>662 367</u>

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1990

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de la diminution des dépenses résultant de la réduction de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 96 874 milliers de dollars.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1990 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à les présenter selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 7c.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 586,7 millions de dollars (475,3 millions de dollars en 1988-1989; montant redressé) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers et les allocations d'aide aux familles; de 123,8 millions de dollars (97,3 millions de dollars en 1988-1989) de l'impôt des corporations pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental; de 32,8 millions de dollars (34,5 millions en 1988-1989) des droits et permis - ressources naturelles pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 1 065,6 millions de dollars (1 081,0 millions de dollars en 1988-1989) et une participation dans les résultats de 276,0 millions de dollars (538,3 millions de dollars en 1988-1989).

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES

Les dépenses tiennent compte des prestations additionnelles d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs aux montants respectifs de 180,9 millions de dollars (171,8 millions de dollars en 1988-1989) et 2,9 millions de dollars (2,8 millions de dollars en 1988-1989) normalement payables le 1er avril 1990.

Les chiffres de 1989 tiennent également compte d'un amortissement additionnel de 368,7 millions de dollars pour le passif actuariel non inscrit des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, de certains enseignants et du RREGOP et de 93,2 millions de dollars pour des contributions additionnelles du Gouvernement aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement.

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES (suite)

La répartition de ces dépenses additionnelles de 183,8 millions de dollars s'établit comme suit:

	Par objet				Par mission						Par ministère et organisme	
	Transferts		Traitements, salaires et avantages sociaux		Mission sociale		Mission éducative et culturelle		Mission gouvernementale et administrative			
	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989
Amortissement additionnel du passif actuariel non inscrit des régimes de retraite:												
Éducation		62,5						62,5				62,5
Enseignement supérieur et Science		16,2						16,2				16,2
Organismes relevant du ministre délégué à l'administration et à la Fonction publique		128,1		130,6				118,2		140,5		258,7
Santé et Services sociaux		31,3				31,3						31,3
		238,1		130,6		31,3		196,9		140,5		368,7
Prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss												
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et formation professionnelle	183,8	174,6			183,8	174,6					183,8	174,6
Contributions aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement												
Éducation		65,0						65,0				65,0
Enseignement supérieur et Science		28,2						28,2				28,2
		93,2						93,2				93,2
	183,8	505,9		130,6	183,8	205,9		290,1		140,5	183,8	636,5
	183,8		636,5				183,8	636,5			183,8	636,5

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES (suite)

L'effet de l'inscription de ces dépenses additionnelles sur les résultats des opérations budgétaires se présente comme suit:

	1990 (en millions de dollars)	1989 (note 10)
Dépenses incluant les dépenses additionnelles	32 733,3	31 408,0
Dépenses de l'année financière courante inscrites dans les années financières précédentes	827,6	624,4
Dépenses des années financières postérieures inscrites dans l'année financière courante	(183,8)	(636,5)
Effet net sur les résultats	643,8	(12,1)
Dépenses sur base comparable	33 377,1	31 395,9

4. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1989-1990, s'élèvent à 1 229,3 millions de dollars (1 303,4 millions de dollars en 1988-1989), dont 618,6 millions de dollars (583,1 millions de dollars en 1988-1989) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 610,7 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (720,3 millions de dollars en 1988-1989). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature "capital" pour un montant de l'ordre de 11,8 milliards de dollars (11,5 milliards de dollars en 1989) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-39, 1-7, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5.

5. PLACEMENTS

a) PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

	1990 (en milliers de dollars)	1989
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	9 653 548	9 370 004
Dotations - au coût	40 610	40 610
Obligations et billets - au coût	134 948	189 525
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	485 739	265 106
	10 314 845	9 865 245
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	80 394	177 268

5. PLACEMENTS (suite)

b) ÉCHÉANCIER DES OBLIGATIONS ET BILLETS, PRÊTS ET AVANCES

Excluant un montant de 232,7 millions de dollars (171,9 millions en 1989) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement 620,7 millions de dollars (454,7 millions de dollars en 1989), aux municipalités et organismes municipaux 60,0 millions de dollars (62,3 millions de dollars en 1989) et aux particuliers, sociétés et autres, 155,2 millions de dollars (183,7 millions de dollars en 1989) se résume comme suit:

Années d'échéance	1990 (en milliers de dollars)	1989
1990		82 601
1991	58 439	11 852
1992	34 027	31 936
1993	14 521	12 686
1994	17 333	17 953
1995	16 390	18 729
	140 710	175 757
1996 et plus	462 501	353 062
	603 211	528 819

6. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1990 (en milliers de dollars)	1989
Chèques en circulation	382 795	389 445
Moins:		
Espèces en banque	49 283	52 671
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 160	77 727
	177 352	259 047

7. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

	Nombre de cotisants au 31 décembre 1989	Nombre de retraités et de rentes aux survivants au 31 décembre 1989
Régimes actifs:		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	465 000	31 912
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 400	1 196
Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (RRAPIP)	1 900	52
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	216
Régime de retraite des juges et coroners (RRJC)	280	201
Autres régimes:		
Régime de retraite des enseignants* (RRE)	33 500	21 984
Régime de retraite de certains enseignants (RRCE)	1 500	1 600
Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	15 500	22 849
	522 205	80 010

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

b) Dépense annuelle des régimes de retraite

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	705 521	635 036
Amortissement des écarts d'expérience	(357 213)	(130 120)
Amortissement du passif actuariel non inscrit:		
Année financière courante	166 213	53 947
Additionnel		368 705
Intérêts	1 185 875	1 137 082
Participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	1 700 396	2 064 650

c) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPIP

Pour ces régimes: l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte non budgétaire à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPIP

Pour ces régimes et bénéficiaires: l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt utilisé est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le solde du passif non inscrit des régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE et RRF où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPIP sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

d) Passif inscrit

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Régimes actifs:		
- RREGOP	9 072 390	7 839 405
- Autres	905 963	717 331
Autres régimes	4 918 272	4 854 575
	14 896 625	13 411 311

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

d) Passif inscrit (suite)

Pour le régime RREGOP, le passif ne comprend que l'obligation du gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le total est de 8 562,8 millions de dollars au 31 décembre 1989 (7 315,0 millions de dollars en 1988) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

e) Participation inscrite d'avance

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPIP. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, tel que requis par la convention comptable en vigueur (voir note 1).

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres aux RREGOP et RRAPIP, a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 463,4 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services, réduit de l'amortissement des écarts d'expérience, s'établit à 163,8 millions de dollars; il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 299,6 millions de dollars auxquels se sont ajoutés 22,0 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année 1988-1989. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 543,2 millions de dollars au 31 mars 1990 (221,6 millions de dollars au 31 mars 1989: montant redressé).

f) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont préparées à tous les trois ans tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Les obligations du gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit:

	Estimations actuarielles au 31 dé- cembre 1989	Estimations actuarielles au 31 dé- cembre 1988
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
- RREGOP	8 224,5	7 016,9
- Autres	1 893,8	1 733,3
Autres régimes	15 076,1	14 138,3
	<u>25 194,4</u>	<u>22 888,5</u>

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en septembre 1990 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Les estimations au 31 décembre 1989 et 1988 ont été établies à partir des évaluations actuarielles des divers régimes effectuées par la Commission au 31 décembre 1987.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3% de la hausse du coût de la vie.

Les estimations actuarielles ont été établies en prenant en considération une hausse du coût de la vie de 5,5% par année.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

8. BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS

Les bons du trésor, obligations et billets convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies

	1990		1989	
	En milliers d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en milliers de dollars)	En milliers d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en milliers de dollars) (2)
En monnaie du Canada (\$ CAN.)	21 816 689	21 816 689	20 606 191	20 606 191
En monnaies étrangères:				
États-Unis (\$ E.U.)	2 789 806	3 264 631(1)	2 734 407	3 262 695(1)
Japon (YEN)	165 000 000	1 224 300(1)	190 000 000	1 707 720(1)
Suisse (F.S.)	1 306 800	1 021 526(1)	1 306 800	938 413(1)
République fédérale d'Allemagne ((D.M.))	975 000	676 162(1)	1 275 000	802 230(1)
France (F.F.)	800 000	164 800(1)	800 000	149 200(1)
Royaume-Uni (L.S.)	75 000	144 638(1)	75 000	150 833(1)
MOINS:		28 312 746		27 617 282
Fonds d'amortissement		613 500		525 962
Total		27 699 246		27 091 320

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

(2) En 1989, les chiffres par monnaie ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

Années d'échéance

	1990 (en milliers de dollars)	1989
1990		2 926 421
1991	2 836 935	1 047 907
1992	1 419 026	1 411 761
1993	1 036 145	1 038 756
1994	2 119 618	2 169 309
1995	2 116 429	2 169 637
	9 528 153	10 763 791
1996 et plus	18 171 093	16 327 529
	27 699 246	27 091 320

9. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 12 975,2 millions de dollars au 31 mars 1990 (11 937,9 millions de dollars en 1989: montant redressé).

9. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 27 313,9 millions de dollars au 31 mars 1990 (25 772,0 millions de dollars en 1989: montant redressé) dont 23 727,8 millions de dollars (22 435,4 millions de dollars en 1989) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 315,0 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront alors imputés aux dépenses.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990. Les chiffres de 1989 de revenus et dépenses ont été redressés pour tenir compte des allocations familiales de 170,1 millions de dollars versées d'avril à décembre 1988 puisqu'elles sont déduites de l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1er janvier 1989.

Affaires culturelles Commission des biens culturels du Québec Régie du cinéma	Loisir, Chasse et Pêche Régie de la sécurité dans les sports
Affaires internationales	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle Commission des affaires sociales
Affaires municipales Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec Commission municipale du Québec Régie du logement	Office de planification et de développement du Québec
Agriculture, Pêcheries et Alimentation Commission de protection du territoire agricole du Québec * Commission des courses de chevaux du Québec * Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole * Régie des assurances agricoles du Québec Régie des marchés agricoles du Québec Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine Conseil du statut de la femme Office des services de garde à l'enfance
Approvisionnement et Services	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique * Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances Commission de la fonction publique Office des ressources humaines
Assemblée nationale	Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la charte de la langue française Commission d'appel de francisation des entreprises Commission de protection de la langue française Commission de toponymie Conseil de la langue française Office de la langue française
Communautés culturelles et Immigration Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	Personnes désignées par l'Assemblée nationale Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale Protecteur du citoyen Vérificateur général
Communications Commission d'accès à l'information Régie des télécommunications	*Régie de l'assurance-maladie du Québec
Conseil du trésor	Revenu Régie des loteries et courses du Québec
Conseil exécutif	Santé et Services sociaux Conseil des affaires sociales Conseil de la famille** Office des personnes handicapées du Québec
Éducation Conseil supérieur de l'éducation	Sécurité publique Commission de police du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles Office de protection du consommateur Régie des permis d'alcool du Québec
Énergie et Ressources * Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier Régie du gaz naturel	Tourisme
Enseignement supérieur et Science Conseil de la science et de la technologie Conseil des collèges Conseil des universités Office des professions du Québec	Transports Commission des transports du Québec
Environnement Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Conseil de la conservation et de l'environnement	Travail Conseil consultatif du travail et de la main- d'oeuvre Conseil des services essentiels Régie des entreprises de construction du Québec
Finances Commission des valeurs mobilières du Québec Inspecteur général des institutions financières * Régie de l'assurance-dépôts du Québec	* Ces organismes effectuent aussi des opéra- tions financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.
Industrie, Commerce et Technologie * Société de développement industriel du Québec * Société du parc industriel du centre du Québec	** Cet organisme est sous la juridiction de la Ministre déléguée à la condition féminine à compter du 6 décembre 1989, en vertu du décret 1851-89
Justice Commission de protection des droits de la jeunesse Commission des droits de la personne	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT
LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE**

ANNEXE 2

Année financière 1989-1990

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE
GOUVERNEMENTAL**

Agence québécoise de valorisation industrielle
de la recherche
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les
applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la
biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la
production
Commission d'appel en matière de lésions
professionnelles
Commission des courses de chevaux du Québec
Commission de reconnaissance des associations
d'artiste
Commission des services juridiques
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région
de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide
à la recherche
Institut de recherche et d'information sur la
rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs
et piégeurs crûs
Office des autoroutes du Québec
Office du crédit agricole du Québec
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources
éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique

**ENTREPRISES ET ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée dans l'annexe 6
des notes complémentaires

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes
incarcérées
Fonds d'assurance-prêts agricoles et
forestiers
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-
Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés
agricoles du Québec
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de collèges d'enseignement général et
professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'établissements universitaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'organismes de santé et de services sociaux
du Québec
Fonds de formation à distance
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds d'entretien et de réparation des
machines de bureau
Fonds de reprographie gouvernementale
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des fournitures et de l'ameublement
Fonds des services de placement médias
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds en fidéicomis
Fonds Les publications du Québec
Fonds pour les équipements informatiques
Fonds spécial olympique

FONDS RENOUVELABLES

Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des fournitures et de
l'ameublement
Fonds renouvelable du Service aérien
gouvernemental
Fonds renouvelable pour l'entretien des
machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements
informatiques

**ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS
CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec
(C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des
commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui
étaient le 31 mai 1981, employés de la Station
expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1990

ANNEXE 4

(en milliers de dollars)

	<u>1990</u>	<u>1989</u> (note 10)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	10 228 644	9 895 536
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 468 892	2 159 514
Impôts des sociétés	1 890 369	1 580 856
Autres	<u>(1 303)</u>	<u>2 253</u>
	<u>14 586 602</u>	<u>13 638 159</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	4 471 242	4 281 220
Carburants	1 256 838	1 224 306
Tabac	515 263	554 497
Repas et hôtellerie	470 243	433 016
Autres	<u>171 314</u>	<u>156 334</u>
	<u>6 884 900</u>	<u>6 649 373</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	380 700	353 413
Boissons alcooliques	58 264	59 776
Ressources naturelles	120 024	117 960
Pari mutuel	21 334	23 153
Autres	<u>122 841</u>	<u>118 860</u>
	<u>703 163</u>	<u>673 162</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	280 241	239 704
Intérêts	261 868	258 842
Amendes, confiscations et recouvrements	<u>274 606</u>	<u>265 774</u>
	<u>816 715</u>	<u>764 320</u>
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	387 649	381 347
Loto-Québec	441 131	428 671
Hydro-Québec	565 000	619 000
Autres	<u>(52 136)</u>	<u>190 256</u>
	<u>1 341 644</u>	<u>1 619 274</u>
Total des revenus autonomes	<u>24 333 024</u>	<u>23 344 288</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 707 502	3 510 976
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 668 250	1 653 194
Contributions aux programmes de bien-être	1 143 179	1 037 353
Autres programmes	<u>221 981</u>	<u>249 000</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>6 740 912</u>	<u>6 450 523</u>
Total des revenus	<u><u>31 073 936</u></u>	<u><u>29 794 811</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
Année financière terminée le 31 mars 1990

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

	<u>1990</u>	<u>1989</u> (note 10)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	2 542 389	2 390 743
Santé et adaptation sociale	10 646 367	9 814 271
Habitation	<u>233 706</u>	<u>186 307</u>
	<u>13 422 462</u>	<u>12 391 321</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	8 924 235	8 856 146
Culture	265 235	249 995
Loisir et faune	<u>224 308</u>	<u>214 359</u>
	<u>9 413 778</u>	<u>9 320 500</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	868 031	759 049
Gestion administrative centrale	4 029 662	3 813 019
Relations intergouvernementales	95 437	95 261
Protection de la personne et de la propriété	<u>868 246</u>	<u>843 744</u>
	<u>5 861 376</u>	<u>5 511 073</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 538 294	1 401 789
Industries secondaires et développement technologique	354 252	330 769
Services	109 670	103 845
Ressources humaines	244 756	242 661
Transports	<u>1 604 982</u>	<u>1 469 566</u>
	<u>3 851 954</u>	<u>3 548 630</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>32 549 570</u>	<u>30 771 524</u>
	-----	-----
Dépenses additionnelles (note 3)	<u>183 783</u>	<u>636 513</u>
Total des dépenses	<u>32 733 353</u>	<u>31 408 037</u>
	=====	=====
PAR MINISTÈRE et ORGANISME		
Affaires culturelles	240 927	227 117
Affaires internationales	84 304	85 213
Affaires municipales	648 464	566 923
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	637 076	571 790
Approvisionnement et Services	57 411	53 510
Assemblée nationale	66 283	61 425
Communautés culturelles et Immigration	46 145	39 095
Communications	115 782	113 410
Conseil du trésor	20 262	18 364
Conseil exécutif	38 952	37 801
Éducation	5 249 460	5 296 163
Énergie et Ressources	470 875	454 933

	1990	1989 (note 10)
PAR MINISTÈRE et ORGANISME (suite)		
Enseignement supérieur et Science	2 894 685	2 764 564
Environnement	414 949	359 533
Finances	2 963 175	2 818 242
Industrie, Commerce et Technologie	344 326	316 252
Justice	404 460	381 500
Loisir, Chasse et Pêche	219 308	210 535
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 675 135	2 539 208
Office de planification et de développement du Québec	34 786	48 431
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	122 044	101 626
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	959 119	960 149
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la charte de la langue française	24 308	22 878
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	75 554	27 708
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 223 267	2 066 661
Revenu	327 137	282 179
Santé et Services sociaux	8 304 770	7 649 610
Sécurité publique	754 899	707 650
Tourisme	79 670	75 532
Transports	1 965 091	1 818 542
Travail	78 735	101 322
	32 541 359	30 777 866
Provisions pour moins value		
Provision pour créances douteuses	105 085	128 407
Provision pour perte sur placements en actions (diminution)	(96 874)	(134 749)
	8 211	(6 342)
Total avant les dépenses additionnelles	32 549 570	30 771 524
Dépenses additionnelles (note 3)	183 783	636 513
Total des dépenses	32 733 353	31 408 037

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES
 ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
 ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1990
 (en milliers de dollars)

ANNEXE 6

POSSEDÉS À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	AU 31 MARS 1989			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1989-1990	AU 31 MARS 1990	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS 1989-1990		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	7 850 109			382 400 (3-4)	8 232 509	
Loto-Québec	39 867			(31 869)(3)	7 998	
Sidbec		61 458		86 621 (4)	25 163	
Société de développement de la Baie James, incluant Société de développement autochtone de la Baie James	8 492			971 (1)	9 463	
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	166 034			4 669	170 703	
Société des alcools du Québec	30 980			2 649 (3)	33 629	
Société des établis- sements de plein air du Québec	27 241		7 500	(2 659)(4)	32 082	
Société des traversiers du Québec	1 854			(2 046)		192
Société du parc indus- triel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 105			(8 087)	18	
Société du parc industriel et portuaire Québec- Sud (*) (actions détenues à 60%)	1 859			(123)(1)	1 736	
Société générale de financement du Québec (SGF)	795 236			(124 168)(3-4)	671 068	
Société générale des industries culturelles	17 618			(1 247)	16 371	
Société immobilière du Québec	90 708			6 096	96 804	
Société nationale de l'amiante		117 060		35 608 (1)		81 452(5)
Société québécoise des transports	1 835			(2)	1 835	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	90 917			12 886	103 803	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUJA)	100 044			6 368	106 412	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	139 105			4 849	143 954	
	<u>9 370 004</u>	<u>178 518</u>	<u>7 500</u>	<u>372 918 (6)</u>	<u>9 653 548</u>	<u>81 644 (5)</u>

(en milliers de dollars)

-
- (1) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.
 - (2) États financiers non disponibles.
 - (3) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes d'Hydro-Québec (182 600), de Loto-Québec (473 000), de la Société des alcools (385 000) et de la Société générale de financement (25 000).
 - (4) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1989).
Les résultats de la Société générale de financement ont été redressés à la hausse de 128 753 pour tenir compte des négociations avec le gouvernement du Canada quant à sa contribution en regard de la provision pour pertes prévisibles inscrite par le Groupe Mil Inc. (filiale de la Société) sur les contrats de construction navale en cours. Si les données intermédiaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1990 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 270 000, 10 524 et de 1 647.
 - (5) Après application en contrepartie des prêts et avances à la Société nationale de l'amiante (1 250), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 80 394 au 31 mars 1990 (177 268 au 31 mars 1989).
 - (6) La participation de 372 918 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1990 est présentée comme suit:
276 044 aux revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement;
96 874 en réduction de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie au crédit des dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ANNEXE 7

(en milliers de dollars)

ENGAGEMENTS	1990	1989 (redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 591 915	4 320 237
Établissements de santé et de services sociaux	1 979 758	1 801 154
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 020 572	999 256
Assainissement des eaux	2 525 573	2 196 618
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	169 847	110 596
Pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	304 361	228 247
Établissements de santé et de services sociaux	372 820	271 737
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	426 922	269 922
Assainissement des eaux	1 065 300	1 235 108
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	106 249	124 667
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	411 905	380 343
	<u>12 975 222*</u>	<u>11 937 885*</u>
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	23 727 756	22 435 398
Régie des installations olympiques	435 336	491 086
Sidbec	361 976	329 424
Société de développement industriel du Québec	258 260	223 308
Société immobilière du Québec	629 600	445 180
Société nationale de l'amiante	68 298	57 690
Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale à part entière de la S.G.F.)	148 206	168 897
Société québécoise d'assainissement des eaux	172 928	165 655
Autres entreprises du gouvernement du Québec	168 708	224 269
Prêts aux étudiants	1 285 584	1 181 116
Municipalités, particuliers et sociétés	16 352	11 887
Prêts aux pêcheurs	40 878	38 068
	<u>27 313 882*</u>	<u>25 771 978*</u>

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

CAUTIONNEMENTS**Société générale de financement du Québec (S.G.F.)**

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par la S.G.F. en cas de défaut de remboursement du capital et des intérêts des obligations émises pour la mise sur pied d'un complexe forestier intégré par Donohue St-Félicien Inc. Le solde de ces obligations en circulation au 31 mars 1990 s'élevait à 76,0 millions de dollars (86,8 millions de dollars en 1989).

CAUTIONNEMENTS (suite)**Société de développement industriel du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1990, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 91,4 millions de dollars (80,3 millions de dollars en 1989).

AUTRES ÉVENTUALITÉS**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:**

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, depuis le 11 août 1988 et jusqu'au 1er avril 1992, les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds sont payées à même les revenus nets que produit l'avance de 10,0 millions de dollars consentie au Fonds par le ministre des Finances. Lorsque ces revenus sont insuffisants, le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations.

Au 31 mars 1990, l'avoir du Fonds s'élevait à 6,4 millions de dollars (1,1 million de dollars en 1989) et le solde en capital des prêts assurés s'élevait à 1 786,2 millions de dollars (1 747,4 million de dollars en 1989).

Au cours de l'année financière, le ministre des Finances a versé 27,8 millions de dollars (27,9 millions de dollars en 1989) au Fonds qui a déboursé 28,9 millions de dollars des 72,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1989. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1990 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 42,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochaines années financières.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1990:

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers, selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor, incombe au ministère des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du Gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 7c), le Gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 7f), les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du Gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. De plus, l'amortissement du passif actuariel non comptabilisé des régimes de retraite, imputé comme «dépenses additionnelles» au cours des deux années financières antérieures, aurait dû, selon cette même convention comptable, être imputé en partie aux années financières terminées les 31 mars 1990 et 1989. L'inscription anticipée de cet amortissement s'éloigne de l'application uniforme de la convention comptable sur les régimes de retraite et nuit à la comparabilité des états financiers. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du Gouvernement et d'avoir inscrit par anticipation au cours d'années antérieures l'amortissement du passif actuariel non comptabilisé des régimes de retraite a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1990 sont sous-évalués d'un montant d'au moins 1 142 millions de dollars (31 mars 1989 : d'au moins 531 millions de dollars) dont un montant de 560 millions de dollars dû à l'inscription anticipée de l'amortissement (31 mars 1989 : 80 millions de dollars). Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'un montant d'au moins 10 841 millions de dollars (31 mars 1989 : d'au moins 9 699 millions de dollars).

À mon avis, à l'exception des effets de l'inscription et de la comptabilisation non appropriées de l'amortissement et des obligations des régimes de retraite dont il est question ci-dessus, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées aux notes complémentaires 1 et 7c) et, à l'exception de l'inscription des dépenses additionnelles dont il est question à la note complémentaire 3, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente. De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 23 novembre 1990

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990**

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant à la nouvelle forme du rapport du vérificateur général sur les états financiers, quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'à l'égard d'autres sujets reliés à la présentation de l'information financière.

A. NOUVELLE FORME DU RAPPORT

Cette année, le lecteur des états financiers constatera des modifications dans la présentation du rapport du vérificateur général sur les états financiers du Gouvernement. Ces modifications sont conformes à la nouvelle présentation recommandée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le rapport type du vérificateur sur les états financiers.

Le nouveau rapport type explique mieux la nature et l'étendue du travail de vérification et le degré de certitude que confère le rapport.

Les responsabilités du vérificateur n'ont pas changé. Le texte du nouveau rapport a pour but de clarifier le rôle du vérificateur et son lien avec les états financiers.

Nous avons conservé dans le paragraphe de l'opinion, la mention de la continuité dans l'application des conventions comptables, malgré que ce ne soit plus prévu dans le rapport type. La loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01 et modifications) exige que celui-ci se prononce expressément dans son rapport sur cet aspect.

Dans sa nouvelle présentation, le rapport du vérificateur général devient donc encore plus utile au lecteur. Il explique davantage le travail que le vérificateur a dû effectuer pour émettre son opinion sur les états financiers de même que le degré d'assurance que celle-ci doit procurer.

B. EFFET DE CERTAINES OPÉRATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES SUR LE DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

1. Compte des régimes de retraite

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du Gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1990 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du Gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux prestations constituées devraient être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du Gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

Selon la note complémentaire 7, paragraphes d), e) et f) sur les régimes de retraite, les obligations du Gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit :

Régimes de retraite (en millions \$)	1990		1989	
	Obligations actuariales	Passif net inscrit	Obligations actuariales	Passif net inscrit
Régimes actifs:				
RREGOP	8 224	8 529*	7 017	7 618*
Autres	1 894	906	1 733	717
Autres régimes	15 076	4 918	14 139	4 855
TOTAL	25 194	14 353	22 889	13 190

*A l'exclusion de la participation inscrite d'avance de 543,2 millions de dollars (31 mars 1989 : 221,6 millions de dollars, montant redressé).

Au cours de l'année civile 1989, les obligations actuarielles ont augmenté de 2 305 millions de dollars alors que seulement 1 163 millions de dollars ont été inscrits au passif net au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1990. La différence de 1 142 millions de dollars (31 mars 1989 : 531 millions de dollars) n'a pas été portée aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1990. Pour sa part, le passif net inscrit ne comprend pas un montant de 10 841 millions de dollars (31 mars 1989 : 9 699 millions de dollars) pour compléter les obligations du Gouvernement envers ces régimes.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisque le passif non inscrit s'accroît d'année en année et que l'amortissement annuel porté aux dépenses ne couvre que partiellement les intérêts qu'il faudrait calculer sur le solde non inscrit de 10 841 millions de dollars du passif. Comme mentionné à la note complémentaire 7b), l'amortissement du passif non inscrit imputé à l'année financière 1989-1990 s'est élevé à 166 millions de dollars (1988-1989 : 423 millions de dollars); ce montant serait de 494 millions de dollars plus élevé (1988-1989 : 146 millions de dollars) si le Gouvernement n'avait pas inscrit par anticipation au cours des années antérieures une partie de l'amortissement normalement imputable à l'année financière 1989-1990 et à 1988-1989 selon la convention comptable en vigueur. L'inscription anticipée de cet amortissement s'éloigne de l'application uniforme de la convention comptable et nuit à la comparabilité des états financiers du Gouvernement.

Des mesures devraient donc être prises pour comptabiliser de façon appropriée les obligations du Gouvernement envers les régimes de retraite.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'ICCA a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Comité recommande à cet effet de comptabiliser cette dette à l'état de la situation financière.

Le vérificateur général recommande au Gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite autres que le RREGOP.

2. Dépenses additionnelles

Comme l'indique la note complémentaire 3, le Gouvernement a effectué au cours des années financières 1989-1990 et 1988-1989, des déboursés et a procédé à certaines imputations de dépenses, normalement attribuables aux années subséquentes. Ces opérations financières et comptables, quoique n'étant pas en conflit avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6 et modifications), ont eu pour effet qu'un montant de 643,8 millions de dollars (31 mars 1989: 12,1 millions de dollars comptabilisés en trop) n'a pas été porté aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1990.

Une partie de ces déboursés étaient constitués de prestations anticipées d'aide sociale et de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs de 183,8 millions de dollars en 1989-1990 et de 174,6 millions de dollars en 1988-1989 et ont eu pour effet d'augmenter de 9,2 millions de dollars les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de 1989-1990.

Pour l'année financière 1988-1989, le Gouvernement a aussi versé 93,2 millions de dollars pour des contributions anticipées à des fonds d'amortissement se rapportant à des emprunts des commissions scolaires et des institutions d'enseignement. Ce versement anticipé a eu pour effet de réduire les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de 1989-1990 d'un même montant.

Pour les années financières 1988-1989 et 1987-1988, le Gouvernement a également imputé respectivement un montant de 368,7 millions de dollars et de 673 millions de dollars à titre d'amortissement anticipé du passif actuariel non comptabilisé des régimes de retraite. Ces imputations ont eu pour effet de réduire les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de 1989-1990 de 559,8 millions de dollars et ceux de 1988-1989 de 79,9 millions de dollars.

Cette réduction des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de 559,8 millions de dollars (31 mars 1989 : 79,9 millions de dollars) est déjà incluse dans le montant de 1 142 millions de dollars (31 mars 1989 : 531 millions de dollars) non porté aux dépenses et au déficit des opérations budgétaires tel qu'expliqué dans nos observations précédentes sur le compte des régimes de retraite. Cette réduction de 559,8 millions de dollars est constituée d'un montant de 493,6 millions de dollars dû à l'inscription anticipée de l'amortissement du passif actuariel non comptabilisé des régimes de retraite et de 66,2 millions de dollars représentant un ajustement au calcul de la dépense d'intérêts pour maintenir les échéanciers d'amortissement tels qu'établis pour ce passif non comptabilisé.

Ces opérations financières et comptables auront également un effet sur les résultats de 1990-1991, comme elles ont eu pour effet de surévaluer en 1987-1988 le déficit des opérations budgétaires de 848,8 millions de dollars.

L'inscription par anticipation de ces dépenses de nature récurrente compromet la comparabilité des états financiers; elle nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires d'une année financière à l'autre. Le lecteur des états financiers voit ainsi s'amoindrir sa possibilité d'évaluer l'imputabilité du Gouvernement à la lecture des états financiers et le vérificateur général désapprouve donc cette présentation de l'information financière.

C. INTÉGRALITÉ DES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Depuis plusieurs années, le vérificateur général soulève, dans ses observations sur les états financiers annuels du Gouvernement et dans ses Rapports annuels à l'Assemblée nationale, la question de l'intégralité des états financiers du Gouvernement.

L'intégralité est la caractéristique de l'information comptable qui assure que les états financiers contiennent toutes les données nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de toutes les activités.

Les états financiers ne fournissent pas un compte rendu complet de la nature et de l'étendue des activités ainsi que des ressources financières dont le Gouvernement est responsable, incluant celles de ses organismes et de ses entreprises.

Ils n'intègrent pas les données financières des organismes et des entreprises accomplissant des activités à caractère gouvernemental ni celles des fonds spéciaux, à l'exception du Fonds des services de santé.

L'intégration des données financières de ces organismes et entreprises aurait des effets sur les états financiers du Gouvernement, par exemple :

- Les prêts et placements, de même que les dettes des organismes dont les dépenses de fonctionnement sont assumées partiellement ou entièrement par le Fonds consolidé du revenu, devraient être considérés comme étant ceux du Gouvernement et être inclus à ses états financiers, augmentant ainsi les revenus et les dépenses d'intérêts du Gouvernement.

- Toute forme de garantie d'un prêt consenti par une institution financière à un particulier ou à une société ou tout autre cautionnement donné par un organisme exerçant des activités à caractère gouvernemental devraient être considérés comme ayant été donnés par le Gouvernement et être présentés comme tel à ses états financiers.

En outre, les états financiers du Gouvernement ne présentent pas, sous forme de note ou de tableau joints aux états financiers, la description ni un sommaire des soldes des fonds en fiducie administrés par le Gouvernement, ses organismes et ses entreprises.

Depuis quelques années, le Gouvernement a fait des progrès dans la présentation de son entité comptable, en la définissant dans ses conventions comptables et en indiquant, dans des annexes aux notes complémentaires, les entités qui sont incluses aux états financiers et celles qui en sont exclues. Le Gouvernement comptabilise aussi dans ses états financiers sa participation aux résultats annuels des entreprises dans lesquelles il détient des placements en actions. Ces mesures contribuent à une information plus représentative du périmètre comptable du Gouvernement.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'ICCA a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la délimitation du périmètre comptable des gouvernements.

Cette prise de position définit la nature des organismes à englober dans le périmètre comptable des gouvernements aux fins de la présentation de l'information financière, c'est-à-dire ceux dont les activités et les ressources financières doivent être comprises dans les états financiers des gouvernements. Elle contient également des recommandations sur la comptabilisation et la présentation des activités financières de ces organismes ainsi que sur la comptabilisation et la présentation des placements à long terme et des biens en fiducie.

Le vérificateur général recommande au Gouvernement de poursuivre ses efforts afin de fournir un compte rendu plus complet de l'ensemble de ses activités financières.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte des régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	-	12 451
Régimes de retraite	-	536 672
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	-	47 432
	-	<u>596 555</u>

Activités d'investissement - Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	-	134 394
Municipalités et organismes municipaux	-	2 364
Particuliers, sociétés et autres	-	29 635
	-	<u>161 665</u>

Besoins financiers nets	-	<u>758 220</u>
-------------------------	---	----------------

N.B: Un montant négatif indique un besoin de financement et un
montant positif une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1990

Déficit des opérations budgétaires à financer

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		1 659 417
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	382 400	
Loto-Québec	(31 869)	
Sidbec	25 163	
Société de développement autochtone de la Baie James	11	
Société de développement de la Baie James	960	
Société de récupération, d'exploitation et de de développement forestiers du Québec	4 669	
Société des alcools du Québec	2 649	
Société des établissements de plein air du Québec	(2 659)	
Société des Traversiers du Québec	(1 854)	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	(8 087)	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(123)	
Société générale de financement du Québec	(124 168)	
Société générale des industries culturelles	(1 247)	
Société immobilière du Québec	6 096	
Société québécoise d'exploration minière	12 886	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	6 368	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	4 849	276 044
Provisions pour moins value:		
Diminution de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	61 458	
Société des Traversiers du Québec	(192)	
Société nationale de l'amiante	35 608	
	96 874	
Provision pour créances douteuses	(105 085)	(8 211)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(18 124)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(1 700 396)
Amortissement des frais reportés		(254 327)
Amortissement du gain de change non réalisé		58 048
Déficit des opérations budgétaires à financer		12 451

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1990

Régimes de retraite (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	727 607
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(190 935)
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions d'organismes	536 672

(1) Pour plus de détail voir page 1-9 "Détail du compte des régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1990

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1990	31 mars 1989	Montant porté à la dépense	Variation (*)
Éléments de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 160	77 727		(78 433)
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 163 721	1 322 234	86 148	72 365
Autres débiteurs	1 237 873	1 336 952		99 079
Intérêts courus	17 343	16 245		(1 098)
Frais reportés	104 017	92 971	254 327	(265 373)
	<u>2 679 114</u>	<u>2 846 129</u>	<u>340 475</u>	<u>(173 460)</u>
Éléments du passif:				
Chèques en circulation	382 795	389 445		(6 650)
Avances des fonds en fidéicomis	55 564	54 354		1 210
Compte d'accords de perception fiscale	336 095	310 833		25 262
Comptes à payer	2 157 201	2 107 746		49 455
Intérêts courus	1 388 130	1 367 706		20 424
Gain de change non réalisé			(58 048)	58 048
Provision pour financer l'assainissement des eaux	37 631	41 228	18 124	(21 721)
	<u>4 357 416</u>	<u>4 271 312 (1)</u>	<u>(39 924)</u>	<u>126 028</u>
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	<u>1 678 302</u>	<u>1 425 183</u>	<u>300 551</u>	<u>(47 432)</u>

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Excluant le gain de change non réalisé de 634 280 848 \$ (516 148 472 \$ en 1989) inscrit au passif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1990

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	238 741	406	104 684	69	134 394
Municipalités et organismes municipaux			2 364		(2 364)
Particuliers, sociétés et autres	61 573	3 906	35 315	529	29 635
	<u>300 314</u>	<u>4 312</u>	<u>142 363</u>	<u>598</u>	<u>161 665</u>
		<u>304 626</u>		<u>142 961</u>	<u>161 665</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds					
Société des établissements de plein air du Québec	7 500				7 500
	<u>7 500</u>				<u>7 500</u>
Obligations et billets					
Société d'habitation du Québec			593		(593)
Société immobilière du Québec			62 985		(62 985)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			31 000		(31 000)
			<u>94 578</u>		<u>(94 578)</u>
Prêts et avances					
Hydro-Québec			146		(146)
Société de développement des coopératives			5 212		(5 212)
Société de développement industriel du Québec	154 941	41	48	69	154 865
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	76 300	365	4 700		71 965
	<u>231 241</u>	<u>406</u>	<u>10 106</u>	<u>69</u>	<u>221 472</u>
	<u>238 741</u>	<u>406</u>	<u>104 684</u>	<u>69</u>	<u>134 394</u>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1990

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			2 250		(2 250)
Prêts et avances			114		(114)
			2 364		(2 364)
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	24 637	3 781 (1)	5 507	117	22 794
Pêcheurs	3 989		2 665	35	1 289
Producteurs agricoles	311		31		280
	28 937	3 781	8 203	152	24 363
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	890	(14)	2 783		(1 907)
Conseil des Cris d'Oujé-Bougoumou	5 000				5 000
Coopératives			106		(106)
Corporations agricoles	75		7		68
Corporations industrielles	65	12	1 436	377	(1 736)
Corporations minières		127			127
Corporations touristiques	279				279
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	100		150		(50)
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau	402				402
Fonds d'information géographique et foncière	100				100
Fonds de formation à distance	300				300
Fonds de la réforme du cadastre québécois	1 700				1 700
Fonds de reprographie gouvernementale	1 144				1 144
Fonds des fournitures et de l'ameublement	4 615				4 615
Fonds des services de télécommunications	9 300		10 300		(1 000)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	426		305		121
Fonds pour les équipements informatiques	8 240				8 240
Fonds renouvelable de la reprographie			1 500		(1 500)
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement			3 943		(3 943)
Fonds renouvelable des publications gouvernementales			1 951		(1 951)
Fonds renouvelable des services de placement-média			2 400		(2 400)
Fonds renouvelable du service de la cartographie					
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau			500		(500)
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques			600		(600)
Pêcheurs			1 126		(1 126)
Syndicat des producteurs de bois			5		(5)
	32 636	125	27 112	377	5 272
	61 573	3 906	35 315	529	29 635

(1) Intérêts capitalisés.

DÉTAIL DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres + paiements (-)	Redressements =	Excédent
R.R.E.G.O.P.	984	1 006 495	74 323	(20 353)(3)	912 803
R.R.E.	96 185	384 985	348 725		132 445
R.R.C.E.	16 541 (3)	27 884	36 161	18 868 (3)	27 132
R.R.F.	56 572 (1)	112 455	229 277	(35 630)(3)	(95 880)
R.R.S.Q.	13 216	144 932	25 877		132 271
R.R.M.A.N.	685	825	6 076		(4 566)
R.R.J.C.	1 492	12 750	6 331		7 911
R.R.A.P.I.P.	5 260	10 070	837	37 115 (3)	51 608
	190 935	1 700 396 (2)	727 607		1 163 724

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 523 976 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2) Participation du Gouvernement à titre d'employeur

	Coût des prestations constituées	Amortissement des écarts d'expérience (*)	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	241 883	(166 312)	48 980	349 850	474 401
Réseau de l'Éducation	181 475	(124 770)	26 736	278 728	362 169
Réseau de la Fonction publique	94 796	(65 200)	36 411	103 918	169 925
	518 154	(356 282)	112 127	732 496	1 006 495
Autres régimes					
R.R.E.	98 914			286 071	384 985
R.R.C.E.			8 062	19 822	27 884
R.R.F.	35 239			77 216	112 455
R.R.S.Q.	46 124		37 515	61 293	144 932
R.R.M.A.N.	1 103			(278)	825
R.R.J.C.	3 133		4 345	5 272	12 750
R.R.A.P.I.P.	2 854	(931)	4 164	3 983	10 070
	187 367	(931)	54 086	453 379	693 901
	705 521	(357 213)	166 213	1 185 875	1 700 396

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), et de la Loi sur le Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., c. R-9.2), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu des montants respectifs de 16 541 451 \$ et de 1 349 662 \$ représentant des cotisations de certains participants à ces régimes; en conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 18 868 307 \$ et au compte du Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales pour un montant de 1 484 723 \$. De plus, un montant de 35 630 441 \$ regroupant les cotisations des participants et les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, a été transféré du Régime de retraite des Fonctionnaires à celui des agents de la paix en institutions pénales en vertu de la loi constitutive de ce régime (L.R.Q., c. R-9.2).

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.

R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.

R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.

R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.

R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de la l'Assemblée Nationale.

R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.

R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-7

FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de Fonctionnement	596 555
1-3	Activités d'investissement	161 665
		<u>758 220</u>
	Financement	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	<u>32 162</u>
2-4	Nouveaux emprunts	2 722 348
	Diminution de la dette résultant de l'amortissement du gain de change non réalisé sur les emprunts en monnaie étrangère	- 58 048
2-7	Remboursements d'emprunts (1)	- 1 938 242
	Variation de la dette à long terme	<u>726 058</u>
		<u>758 220 (2)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement
et un montant positif une source de financement.

(1) Incluant 87 538 235 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

(2) Excluant un montant de 118 132 376 \$ représentant le solde non amorti du gain de change non réalisé de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1990	31 mars 1989	Variation
Espèces en banque	49 283	52 671	3 388
Placements temporaires	370 139	398 913	28 774
	<u>419 422</u>	<u>451 584</u>	<u>32 162</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		95 000
Obligations - négociables	2 103 488	
- remboursables à demande	434 455	
- non négociables	<u>6 099</u>	2 544 042
Billets		<u>83 306</u>
		<u>2 722 348</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Bons du trésor					
diverses	diverses	divers			<u>95 000 (1)</u>
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1989-06-01	2014-06-01	10,500	98,800		125 000
1989-06-28	2010-06-28	10,000	98,960		500 000
1989-10-26	2000-04-26	10,000	98,080		150 000
1989-11-15	2000-04-26	10,000	99,725		500 000
1990-03-30	2000-04-26	10,000	89,950		<u>179 900 (2)</u>
					<u>1 454 900</u>

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
En monnaie du Canada					
Emprunts escomptés 1989	2012	10,25- 11,00			419 (3)
					<u>1 455 319</u>
En monnaie des États-Unis					
1990-03-01	2000-03-01	9,125	99,204	500 000	594 514
Emprunts escomptés					
1989	2001	7,15- 8,25		7 044	8 459 (3)
				<u>507 044 \$ É.U.</u>	<u>602 973</u>
En monnaie de l'Australie					
1989-11-08	1999-11-08	7,270	100,00	<u>50 000 \$ AUS.</u>	<u>45 196 (4)</u>
					<u>2 103 488</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1988-06-01	1998-06-01	10,50/6,00	100,00		2 284
1989-06-01	1996-06-01	10,50/6,00	100,00		432 171
					<u>434 455</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1989	2010	9,15 -- 10,31	100,00		6 099
					<u>2 544 042</u>

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Billets					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté 1989-06-14	1989-1992-06-14	8,500			2 167 (3)
En monnaie du Japon					
1989-11-08	1999-11-08	5,450	100,00	5 000 000	40 349 (5)
1989-11-30	1992-11-30	6,100	100,00	5 000 000	40 790 (6)
				10 000 000 Yens	81 139
					83 306
Emprunts effectués					2 722 348

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(1) Bons du trésor

Émis	6 450 000
Remboursés	6 355 000
Net	95 000

(2) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 11,725 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 200 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 179 900 000 \$.

(3) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux d'escompte au cours des années antérieures.

(4) Emprunt de 50 000 000 \$ AUS. qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon, couvrant en totalité les paiements d'intérêts et de capital. Ce contrat d'échange est lui-même couvert en totalité par un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis, lequel fait également l'objet en totalité d'un troisième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada. L'effet net en monnaie du Canada de ces contrats est de 45 196 320 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel de 4 634 883 \$.

(5) Emprunt de 5 000 000 000 Yens qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis, couvrant en totalité les paiements d'intérêts et de capital. Ce contrat d'échange est lui-même couvert en totalité par un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada. L'effet net en monnaie du Canada de ces contrats est de 40 349 553 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel de 4 137 847 \$.

(6) Emprunt de 5 000 000 000 Yens qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au montant de 40 789 933 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt semestriel à taux variable.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$ CAN.	1 188 469	1 188 469
En monnaie des États-Unis	\$ É.U.	366 691	437 535
En monnaie du Japon	Yen	25 000 000	224 700
			1 850 704
Contributions aux fonds d'amortissement			87 538
			1 938 242

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1989-04-01	1978-04-05	3 400
1989-04-18	1982-10-18	150 000
1989-05-01	1979-05-01	1 328
1989-05-01	1979-05-01	1 764
1989-05-01	1979-05-01	1 380
1989-07-25	1979-05-01	35 018 (1)
1989-09-08	1982-09-08	125 000
1989-11-15	1981-11-15	16
1989-12-01	1972-12-01	4 252
1990-03-09	1981-03-09	100 000
		422 158

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
1990	1969-1970	3 078

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
Obligations d'épargne du Québec		
1989-06-01	1979-06-01	37 996
1993-06-01	1983-06-01	46 894
1994-06-01	1984-06-01	90 623
1995-06-01	1980-06-01	36 925
1995-06-01	1985-06-01	45 626
1996-06-01	1981-06-01	10 947
1996-06-01	1986-06-01	45 963
1996-06-01	1989-06-01	143 962
1997-06-01	1982-06-01	45 734
1997-06-01	1987-06-01	56 360
1998-06-01	1988-06-01	149 276
		<hr/>
		710 306
		<hr/>
Total des obligations		1 135 542
		<hr/>
BILLETS		
EN MONNAIE DU CANADA (suite)		
1989-04-28	1987-04-28	12 431 (2)
Convention de prêt		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		
1989-04-01	1972-1979-04-01	3 014
<hr/>		
Institutions universitaires (assumées)		
Diverses	Diverses	1 232
<hr/>		
Emprunt escompté		
1989-06-13	1982-06-14	10 000
Office des autoroutes du Québec		
1989-07-15	1982-04-01	26 250
<hr/>		
36 250		
<hr/>		
Total des billets		52 927
<hr/>		
Total des obligations et billets en monnaie du Canada		1 188 469
<hr/>		

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		\$ É.U.	
1989-04-17	1968-04-15	40 965	48 879
1989-06-01	1972-06-01	6 000	7 159
1989-08-14	1982-08-15	52 440	62 571 (3)
1989-09-22	1982-10-07	50 000	59 660
1989-11-01	1977-11-01	1 800	2 148
1989-12-15	1974-04-15	127 886	152 594 (4)
Total des obligations		279 091	333 011

BILLETS

1989-06-15	1979-06-15	6 300	7 517
1989-08-09	1980-08-09	75 000	89 490 (5)
1989-12-15	1979-06-15	6 300	7 517
Total des billets		87 600	104 524
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		366 691	437 535

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON

		Yen	
1989-07-27	1984-07-27	10 000 000	89 880 (6)
1990-02-28	1985-02-28	15 000 000	134 820 (7)
Total des billets en monnaie du Japon		25 000 000	224 700

PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT

Emprunts remboursés

87 538 (8)

1 938 242

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

(*) Aux cours en vigueur au 31 mars 1989.

- (1) Obligations échéant le 1er mai 1994 rachetées par le gouvernement par anticipation.
- (2) Selon le contrat d'échange de devises, paiement de 12 431 212 \$ CAN. pour l'acquisition de 25 000 000 D.M. en monnaie de la République Fédérale d'Allemagne lors du remboursement d'emprunt de cette monnaie.
- (3) Selon le contrat d'échange de devises, paiement de 52 440 000 \$ É.U. pour l'acquisition de 30 000 000 L.S. en monnaie du Royaume-Uni lors du remboursement d'emprunt de cette monnaie.
- (4) Obligations échéant le 15 avril 2004 rachetées par le gouvernement par anticipation.
- (5) Billet échéant le 9 août 1994 racheté par le gouvernement par anticipation. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 61 500 000 \$ É.U. (73 381 800 \$ CAN.)
- (6) Billet échéant le 27 juillet 1994 racheté par le gouvernement par anticipation. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 8 200 000 000 Yens (73 701 600 \$ CAN.)
- (7) Billet échéant le 28 février 1995 racheté par le gouvernement par anticipation. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 13 650 000 000 Yens (122 686 200 \$ CAN.)
- (8) Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 42 560 030 \$ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1990

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Comptes à recevoir	3-4
Intérêts courus	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Comptes à payer	3-29
Intérêts courus	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte des régimes de retraite	3-30
Sommaire des bons du trésor, obligations et billets	3-31
Bons du trésor	3-32
Obligations et billets	3-32
Fonds d'amortissement	3-41
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-42
Échéancier sommaire des bons du trésor, obligations et billets	3-43
Engagements	3-44
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-45
Détail des engagements	3-46
Emprunts garantis	3-69

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1990	1989
Détail					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1990-03-30	1990-04-02	12,625	30 000	
Banque de Montréal	1990-03-30	1990-04-02	12,75	37 000	
Banque de Montréal	1990-03-30	1990-04-02	12,75	30 000	20 824
Banque de Nouvelle-Écosse					45 000
Banque Laurentienne du Canada	1990-03-06	1990-04-05	13,30	24 730	34 727
Banque Nationale du Canada	1990-03-23	1990-05-10	13,12	3 932	
Banque Nationale du Canada	1990-03-26	1990-05-17	13,14	14 724	
Banque Nationale du Canada	1990-03-26	1990-04-02	13,00	75 000	79 846
Banque Nationale de Westminster du Canada	1990-03-30	1990-04-02	12,875	10 000	25 000
Banque Royale du Canada	1990-03-05	1990-04-26	13,15	2 945	
Banque Royale du Canada	1990-03-12	1990-04-12	13,07	1 706	
Banque Royale du Canada	1990-03-15	1990-04-26	13,00	4 926	
Banque Royale du Canada	1990-03-19	1990-04-26	13,01	14 800	
Banque Royale du Canada	1990-03-30	1990-04-02	12,625	7 000	43 346
Banque Toronto-Dominion	1990-03-23	1990-04-02	13,05	19 929	
Burns Fry Ltée					31 467
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1990-03-06	1990-04-05	13,25	25 000	49 509
Caisse de dépôt et placement du Québec	1990-03-05	1990-04-26	13,15	9 914	
Citibank du Canada	1990-03-30	1990-04-02	12,75	10 000	20 000
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1990-03-19	1990-04-26	13,00	4 933	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1990-03-22	1990-05-03	13,05	1 971	
Crédit Commercial de France (Canada)	1990-03-30	1990-04-02	12,75	10 000	
Crédit Lyonnais du Canada	1990-03-30	1990-04-02	12,75	10 000	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des commissions scolaires					7 127
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec					11 375
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec					11 572
Merrill Lynch Canada Inc.	1990-03-14	1990-05-03	13,10	6 877	
Midland Doherty Ltée					14 171
Société Générale (Canada)	1990-03-06	1990-04-03	13,25	9 899	
En monnaie des États-Unis (1)					
Banque de Montréal	1990-03-30	1990-04-02	8,375	4 853	4 949
				370 139	398 913

(1) Équivalent canadien au 31 mars 1990 d'un placement temporaire de 4 147 500 \$ É.U. (4 147 500 \$ É.U. en 1989).

COMPTES À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires -- remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1990	1989	1990	1989	1990	1989
Revenus						
Impôts sur les revenus et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	467 514	545 938	586 000	539 569	1 053 514	1 085 507
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	106 057	122 960			106 057	122 960
Impôts des sociétés			118 895	108 916	118 895	108 916
Droits de successions			4 542	7 453	4 542	7 453
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	371 743	354 001	98 543	97 918	470 286	451 919
Carburants	101 498	103 605	8 877	8 383	110 375	111 988
Tabac	20 576	47 131	10 447	9 045	31 023	56 176
Repas et hôtellerie	38 749	33 282	42 349	42 265	81 098	75 547
Autres	14 675	13 596	210	128	14 885	13 724
Droits et permis						
Ressources forestières			20 565	44 902	20 565	44 902
Véhicules automobiles	37 156	95 784			37 156	95 784
Autres	5 754	5 937	8 309	10 073	14 063	16 010
Revenus divers						
Ventes de biens et services			69 338	53 873	69 338	53 873
Autres			167 369	185 990	167 369	185 990
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement - Dividendes						
Hydro-Québec				200 000		200 000
Loto-Québec			84 000	40 500	84 000	40 500
Société des alcools du Québec			105 000	87 000	105 000	87 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 163 722	1 322 234	1 324 444	1 436 015	2 488 166	2 758 249
Transferts du gouvernement du Canada						
Aide juridique			3 904	10 340	3 904	10 340
Bilinguisme			17 290	17 884	17 290	17 884
Développement forestier			13 365	6 044	13 365	6 044
Développement minéral			5 617	9 310	5 617	9 310
Enseignement aux enfants indiens			54 065	42 111	54 065	42 111
Formation professionnelle des adultes			51 810	41 305	51 810	41 305
Indemnisation des victimes d'actes criminels			3 332	3 967	3 332	3 967
Jeunes délinquants			7 198	7 198	7 198	7 198
Jeunes contrevenants			7 208	6 203	7 208	6 203
Protection civile			7 347	3 000	7 347	3 000
Réadaptation professionnelle des invalides			13 621	9 639	13 621	9 639
Réseau routier de l'Outaouais			15 839	16 498	15 839	16 498
Transport aérien			3 791	8 771	3 791	8 771
Autres (1)			15 880	48 629	15 880	48 629
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			220 267	230 899	220 267	230 899
Dépenses et autres			149 823	155 048	149 823	155 048
Total des comptes à recevoir	1 163 722	1 322 234	1 694 534 (2)	1 821 962	2 858 256 (2)	3 144 196
Moins: Provision pour créances douteuses			456 662 (2)	485 010	456 662 (2)	485 010
	1 163 722	1 322 234	1 237 872	1 336 952	2 401 594	2 659 186

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 114 495 000 \$.

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
Société de développement industriel du Québec	3 033	2 098
Société d'habitation du Québec	6 800	6 833
Société nationale de l'amiante	1 089	913
	10 922	9 844
Municipalités et organismes municipaux	4 067	3 345
Particuliers, sociétés et autres	1 110	1 020
Placements temporaires et comptes de banque	1 244	2 036
	17 343	16 245

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1990	1989
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	9 653 548 40 610 (1)	9 370 004 40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	10 102	10 102
		9 704 260	9 420 716
		Actions	
		1990	1989
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
3	Hydro-Québec	8 232 509	7 850 109
4	Loto-Québec	7 998	39 867
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Radio-Québec		
7	Sidbec	25 163	
8	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000	3 989
9	Société de développement de la Baie James	5 463	4 503
10	Société de développement des coopératives		
11	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
12	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR	170 703	166 034
13	Société des alcools du Québec	33 629	30 980
14	Société des établissements de plein air du Québec	32 082	27 241
15	Société des Traversiers du Québec		1 854
16	Société d'habitation du Québec		
17	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	18	8 105
18	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 736	1 859
19	Société générale de financement du Québec	671 068	795 236
20	Société générale des industries culturelles	16 371	17 618
21	Société immobilière du Québec	96 804	90 708
		7 666 (1)	7 666 (1)
22	Société nationale de l'amiante		
23	Société québécoise des transports	1 835	1 835
24	Société québécoise d'exploration minière	103 803	90 917
25	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	106 412	100 044
26	Société québécoise d'initiatives pétrolières	143 954	139 105
		9 653 548	9 370 004
		40 610 (1)	40 610 (1)
Moins provisions:			
Créances douteuses			
Autres (2)			
		9 653 548	9 370 004
		40 610 (1)	40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

(2) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions dans la Société nationale de l'amiante (1 250 000 \$) (1 250 000 \$ en 1989).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1990	1989	1990	1989	1990	1989
134 948	189 525	485 739	265 106	10 274 235 40 610 (1)	9 824 635 40 610 (1)
8 173 42 626 123	9 281 43 668 223	6 028 3 000	6 142 3 000	8 173 48 654 3 123	9 281 49 810 3 223
50 922	53 172	9 028	9 142	59 950	62 314
	40 000	155 244	143 708	165 346	193 810
185 870	282 697	650 011	417 956	10 540 141	10 121 369

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1990	1989	1990	1989	1990	1989
		30 000	30 000	30 000	30 000 1
		10 000	10 000	10 000	10 000 2
		6 800	6 947	8 239 309	7 857 056 3
				7 998	39 867 4
		550	550	550	550 5
		1 800	1 800	1 800	1 800 6
				25 163	25 163 7
				4 000	3 989 8
				5 463	4 503 9
		4 944	10 156	4 944	10 156 10
		332 211	177 346	365 155 (1)	210 290 11
		98 608	26 643	269 311	192 677 12
				33 629	30 980 13
				32 082	27 241 14
					1 854 15
125 948	126 540			125 948	126 540 16
				18	8 105 17
				1 736	1 859 18
				671 068	795 236 19
				16 371	17 618 20
	62 985			96 804	153 693 21
				7 666 (1)	7 666
		1 250	1 250	1 250	1 250 22
				1 835	1 835 23
				103 803	90 917 24
9 000		2 952	2 952	118 364	102 996 25
				143 954	139 105 26
134 948	189 525	489 115	267 644	10 277 611 40 610 (1)	9 827 173 40 610 (1)
		2 126 1 250 (2)	1 288 1 250 (2)	2 126 1 250 (2)	1 288 1 250 (2)
134 948	189 525	485 739	265 106	10 274 235 40 610 (1)	9 824 635 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche L.R.Q., c. A-7.1, a. 40		
Avances	30 000	30 000

Pour l'exécution de son mandat, des avances ont été consenties par le ministre de l'Industrie, Commerce et Technologie à même les crédits votés. Ces avances ne portent pas intérêt et seront remboursées annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement.

Au 31 mars 1990, le total des avances est de 30 000 000 \$.

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, a. 20 et P.L. 49, a. 23.2	Avances	10 000	10 000
--	----------------	--------	--------

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1990, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec L.R.Q., c. H-5, a. 3	Actions	8 232 509	7 850 109
	Avances	6 800	6 947
		8 239 309	7 857 056

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.

Au 31 mars 1990, ces actions ont une valeur de consolidation de 8 232 509 000 \$.

Au 31 mars 1990, les avances en cours s'élèvent à 6 800 000 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale), remboursables jusqu'en l'an 2000, par Nouveler Inc. filiale d'Hydro-Québec et 300 000 \$ de l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 9 Geo VI (1945), c. 48). Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6	Actions	7 998	39 867
---	----------------	-------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1990, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 7 998 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Office du crédit agricole du Québec			
L.Q. 1987, c. 86, a. 132			
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3			
	Avances	550	550
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office au montant de 550 000 \$.</p>			
Radio-Québec			
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26			
	Avances	1 800	1 800
<p>La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.</p> <p>Au 31 mars 1990, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.</p>			
Sidbec			
L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 5, 6, 7, 8 et 14 et P.L. 79, aa. 9 et 10			
	Actions	25 163	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000 000 \$.</p> <p>Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.</p> <p>Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 \$ dont la valeur de consolidation est de 25 163 000 \$.</p>			
Société de développement autochtone de la Baie James			
L.R.Q., c. S-9.1, aa. 11, 15 et 16			
	Actions	4 000	3 989
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1990, le Ministre détient 9 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A et un certificat totalisant 250 actions est à recevoir, pour un coût de 4 000 000 \$.</p>			
Société de développement de la Baie James			
L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25			
	Actions	5 463	4 503
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1990, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 5 463 000 \$.</p>			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Société de développement des coopératives			
L.R.Q., c. S-10.001, aa. 42 et 47			
	Avances	4 944	10 156
<p>Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire à la poursuite de ses objets, aux conditions que détermine le Gouvernement. Au 31 mars 1990 les avances consenties et non remboursées totalisent 4 943 770 \$.</p> <p>Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles aient été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.</p>			
Société de développement industriel du Québec			
L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45 et 46			
	Dotations	32 944	32 944
	Avances	332 211	177 346
		365 155	210 290
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotations qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1990, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p> <p>Au 31 mars 1990, pour l'exécution de son mandat, le ministre des Finances a avancé 92 401 935 \$ à cette Société à même le Fonds consolidé du revenu et le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a également avancé à cette dernière 241 935 424 \$ à même les crédits votés dont une provision pour créances douteuses de 2 126 000 \$ a été établie.</p>			
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR			
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7 et 22			
	Actions	170 703	166 034
	Avances	98 608	26 643
		269 311	192 677
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 1 112 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 50 certificats totalisant 1 250 000 actions pour un coût de 125 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 170 703 000 \$.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1990, les avances en cours totalisent 98 607 774 \$. Des avances totalisant 94 780 000 \$ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 \$ pour Cascades (Port-Cartier) Inc., 74 600 000 \$ pour l'implantation d'une usine de pâte à Matane et 1 500 000 \$ pour la Scierie St-Alphonse. Une avance de 3 827 774 \$ dont 1 327 774 \$ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1% également a été consentie.</p>			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
<hr/>			
Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6	Actions	33 629	30 980
<hr/>			
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 33 629 000 \$.</p>			
Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27	Actions	32 082	27 241
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 013 600 \$. À titre de paiement, la Société a émis 260 136 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 14 775 000 \$ pour 147 750 actions.</p> <p>✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 11 certificats totalisant 407 886 actions dont la valeur de consolidation est de 32 082 000 \$.</p>			
Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5	Actions		1 854
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>✓ Au 31 mars 1990, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 1 691 761 \$.</p>			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, aa. 88 et 89	Obligations	125 948	126 540
<p>La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.</p> <p>Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations.</p> <p>Au 31 mars 1990, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875% à 15,98% et l'échéance la plus éloignée est le 1er juillet 2032.</p>			
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., C. S-16, aa. 22 et 23	Actions	18	8 105
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-18, aa. 11 et 12	Actions	1 736	1 859

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Conformément aux dispositions de la Loi, le ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM).

✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances a versé 1 000 \$ dans SPICAM et 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie détient 2 certificats totalisant 1000 actions de SPICAM pour un coût de 1 000 \$ dont la valeur de consolidation de 18 000 \$ et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 735 600 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Société générale de financement du Québec			
L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12	Actions	671 068	795 236

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 671 068 000 \$.

Société générale des industries culturelles
 L.R.Q., c. S-10.01, aa. 17, 18 et 19

Actions	16 371	17 618
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 16 371 000 \$.

Société immobilière du Québec
 L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64

Actions	96 804	90 708
Dotations	7 666	7 666
Billets		62 985
	104 470	161 359

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 000 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1990 \$.

✓ Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 96 804 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1990 une dotation du ministre des Finances en faveur de la Société.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Société nationale de l'amiante L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15	Actions		
	Avances	1 250	1 250
		1 250	1 250

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 239 821 000 \$ (275 429 000 \$ en 1989) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances totalisent 1 250 000 \$ au 31 mars 1990 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

Société québécoise des transports
 L.R.Q., c. S-22, aa. 23 et 25

Actions	1 835	1 835
---------	-------	-------

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1990, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie "B", participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1990 est de 1 835 000 \$.

Société québécoise d'exploration minière
 L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions	103 803	90 917
---------	---------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au cours de l'exercice 1988-1989, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 \$ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Au 31 mars 1990, le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 560 000 actions pour un coût de 85 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 103 803 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1990	1989
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, aa. 5 et 7			
	Actions	106 412	100 044
	Billets	9 000	
	Avances	2 952	2 952
		<hr/> 118 364	<hr/> 102 996

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1990, le Ministre détient 23 certificats totalisant 558 000 actions pour un coût de 55 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 106 412 000 \$.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 000 \$ en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a avancé sans intérêt 2 951 500 \$ à même les crédits votés dont 2 800 000 \$ devant être investi dans les Crustacés des Îles Inc.

Au 31 mars 1990, l'avance consentie est de 2 951 500 \$.

Société québécoise d'initiatives pétrolières
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	143 954	139 105
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1990, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 143 954 000 \$.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume "États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 27/64
29	Dorion	A	8 27/64
30	East-Broughton	A	8 27/64
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 27/64
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Île	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lauzon	B	7,9396
46	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
47	Lévis	A	8 27/64
48	Lévis	B	7,4869
49	Longue-Pointe	A	8 27/64
50	Lorraine	A	8 27/64
51	Louiseville	A	8 27/64
52	Macamic	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1990	1989	1990	1989	1990	1989
1994-12-15	399 164 \$	461 633 \$			399 164 \$	461 633 \$
2002-03-31	251 380	277 336			251 380	277 336
1995-11-01	8 433	9 476			8 433	9 476
2002-03-31	120 575	126 897			120 575	126 897
1995-03-01	64 755	74 798			64 755	74 798
2006-04-01	184 977	189 783			184 977	189 783
1995-12-01	98 321	110 478			98 321	110 478
1994-12-01	23 369	27 026			23 369	27 026
1995-03-01	23 861	27 562			23 861	27 562
1996-02-01	69 414	77 996			69 414	77 996
1994-12-15	15 951	18 448			15 951	18 448
1996-03-01	21 630	24 304			21 630	24 304
1995-06-01	33 834	38 017			33 834	38 017
1995-05-01	100 212	112 602			100 212	112 602
2005-04-01	147 128	151 925			147 128	151 925
1995-11-01	18 155	20 400			18 155	20 400
1995-05-01	77 447	87 022			77 447	87 022
2005-04-01	1 004 813	1 035 987			1 004 813	1 035 987
1995-08-01	488 252	548 619			488 252	548 619
1995-03-01	33 171	38 316			33 171	38 316
1995-04-01	25 804	28 995			25 804	28 995
1991-11-01	34 000	50 000			34 000	50 000
1995-10-01	234 325	263 297			234 325	263 297
1994-12-01	8 071	9 334			8 071	9 334
1995-12-01	87 320	98 116			87 320	98 116
1994-12-01	10 603	12 262			10 603	12 262
2007-04-01	166 611	170 517			166 611	170 517
1995-03-01	55 079	63 621			55 079	63 621
1995-11-01	156 093	175 392			156 093	175 392
1995-12-01	38 450	43 204			38 450	43 204
1994-12-01	9 680	11 195			9 680	11 195
1996-02-01	47 944	53 871			47 944	53 871
1994-12-15	48 479	56 065			48 479	56 065
1995-06-01	70 975	79 750			70 975	79 750
1996-03-31	215 694	242 362			215 694	242 362
1994-04-01	26 200	30 396			26 200	30 396
1995-03-01	23 611	27 273			23 611	27 273
1996-03-31	46 862	52 656			46 862	52 656
1994-12-15	69 416	80 279			69 416	80 279
1995-10-01	356 863	400 985			356 863	400 985
2007-04-01	474 642	484 475			474 642	484 475
2005-04-01			266 576 \$	274 628 \$	266 576	274 628
1995-03-01	30 260	34 953			30 260	34 953
1994-09-01	102 483	118 522			102 483	118 522
2006-04-01	720 600	740 489			720 600	740 489
1994-12-01	110 740	128 071			110 740	128 071
1995-12-01	185 314	208 226			185 314	208 226
2004-04-01	1 924 071	1 992 676			1 924 071	1 992 676
1995-10-01	78 637	88 360			78 637	88 360
1995-05-01	34 684	38 972			34 684	38 972
1996-03-31	62 261	69 959			62 261	69 959
1995-12-01	36 716	41 256			36 716	41 256

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Municipalités (suite)		
53	Maple-Grove	A	8 27/64
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 27/64
56	McMasterville	A	8 1/8
57	Métabetchouan	A	8 27/64
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 27/64
60	Montréal	C	
61	Murdochville	A	8 27/64
62	Normandin	A	8 1/8
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
64	Oka	B	8,2812
65	Pont-Rouge	A	8 27/64
66	Port-Cartier	B	7,3603
67	Port-Cartier	B	8,2048
68	Port-Cartier	B	7,7314
69	Port-Cartier	B	8,1621
70	Port-Cartier	B	8,3477
71	Port-Cartier	B	9,3933
72	Port-Cartier	B	7,3540
73	Port-Cartier	B	9,4738
74	Port-Cartier	B	9,9874
75	Princeville	A	8 27/64
76	Québec	B	7,5744
77	Québec	B	7,5846
78	Québec	B	7,9737
79	Québec	B	9,9091
80	Québec	B	9,4283
81	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
82	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
83	Sacré-Coeur	A	8 27/64
84	Sayabec	A	8 1/8
85	Schefferville	A	8 27/64
86	Sept-Îles	B	7,0181
87	Sept-Îles	B	7,2127
88	Sept-Îles	B	7,3766
89	Sept-Îles	B	7,5324
90	Sept-Îles	B	8,6548
91	Sept-Îles	B	9,831
92	Shipshaw	A	8 1/8
93	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
94	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
95	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 27/64
96	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
97	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
98	St-Bernard	A	8 27/64
99	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
101	Ste-Catherine	A	8 27/64
102	St-Césaire	A	8 27/64
103	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1990	1989	1990	1989	1990	1989
1995-05-01	23 372 \$	26 261 \$			23 372 \$	26 261 \$ 53
1990-12-01	88 353	172 099			88 353	172 099 54
1995-04-01	251 443	282 531			251 443	282 531 55
1994-09-01	19 317	22 340			19 317	22 340 56
1995-11-01	146 502	164 615			146 502	164 615 57
1997-04-01	234 132	252 737			234 132	252 737 58
1995-10-01	8 460	9 507			8 460	9 507 59
			3 000 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000	3 000 000 60
1996-02-01	262 534	294 994			262 534	294 994 61
1994-09-01	24 502	28 337			24 502	28 337 62
1995-07-01	28 574	32 106			28 574	32 106 63
2005-04-01	406 217	418 298			406 217	418 298 64
1995-07-01	169 015	189 912			169 015	189 912 65
2003-04-01	335 161	348 655			335 161	348 655 66
2006-04-01	2 355 546	2 418 858			2 355 546	2 418 858 67
2005-04-01	194 992	201 098			194 992	201 098 68
2005-04-01	262 793	270 696			262 793	270 696 69
2007-04-01	227 243	232 657			227 243	232 657 70
2007-04-01	404 709	413 326			404 709	413 326 71
2004-04-01			7 250	7 512	7 250	7 512 72
2009-04-01			1 423 773	1 447 874	1 423 773	1 447 874 73
2009-04-01			1 465 001	1 488 290	1 465 001	1 488 290 74
1995-06-01	22 955	25 794			22 955	25 794 75
2004-04-01	438 020	453 520			438 020	453 520 76
2005-04-01	3 033 026	3 129 296			3 033 026	3 129 296 77
2005-04-01	1 063 191	1 095 735			1 063 191	1 095 735 78
2007-04-01	6 744 326	6 880 119			6 744 326	6 880 119 79
2009-04-01	354 651	360 688			354 651	360 688 80
1995-05-01	85 749	96 351			85 749	96 351 81
1995-06-01	79 358	89 169			79 358	89 169 82
1995-05-01	131 361	147 603			131 361	147 603 83
1994-12-01	20 234	23 401			20 234	23 401 84
1995-11-01	71 196	79 999			71 196	79 999 85
2002-03-31	335 536	353 044			335 536	353 044 86
2003-04-01	87 302	87 302			87 302	87 302 87
2004-04-01	1 135 170	1 135 169			1 135 170	1 135 169 88
2004-04-01	2 953 728	2 953 728			2 953 728	2 953 728 89
2006-04-01	193 269	193 269			193 269	193 269 90
2009-04-01	2 873 302	2 873 302			2 873 302	2 873 302 91
1994-12-01	39 717	45 933			39 717	45 933 92
1995-05-01	20 585	23 130			20 585	23 130 93
1994-12-01	14 002	16 193			14 002	16 193 94
1995-03-01	10 321	11 921			10 321	11 921 95
1996-03-31	62 261	69 959			62 261	69 959 96
1995-07-01	178 447	200 510			178 447	200 510 97
1996-03-31	25 852	29 049			25 852	29 049 98
1995-07-01	102 068	114 688			102 068	114 688 99
1996-03-31	120 816	135 754			120 816	135 754 100
1995-12-01	85 923	96 547			85 923	96 547 101
1996-02-01	120 564	135 471			120 564	135 471 102
2003-04-01	356 639	371 103			356 639	371 103 103

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Municipalités (suite)		
104	St-Eugène	A	8 27/64
105	St-Eustache	A	8 27/64
106	St-Eustache	A	8 27/64
107	St-Eustache	B	8,5359
108	St-Eustache	B	9,2891
109	St-Eustache	B	9,1454
110	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
111	St-Félicien	A	8 27/64
112	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
113	Ste-Foy	B	8,2850
114	Ste-Foy	B	9,3614
115	St-Georges	A	8 27/64
116	St-Henri	B	7,1832
117	St-Hippolyte	A	8 27/64
118	St-Hyacinthe	A	8 27/64
119	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
120	St-Jérôme	B	8,5155
121	St-Jérôme	B	9,6175
122	St-Jovite	A	8 27/64
123	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
124	St-Narcisse	A	8 27/64
125	St-Pascal	A	8 27/64
126	St-Philémon	A	8 27/64
127	St-Raymond	A	8 27/64
128	St-Romuald	B	7,2694
129	St-Thècle	A	8 27/64
130	Ste-Thérèse	B	9,3594
131	Ste-Thérèse	B	9,4146
132	Ste-Thérèse	B	8,2758
133	Ste-Thérèse	B	8,6546
134	St-Timothée	A	8 1/8
135	St-Tite	A	8 27/64
136	St-Zénon	A	8 1/8
137	Terrebonne	A	8 27/64
138	Terrebonne	B	8,2094
139	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
147	Vaudreuil	A	8 27/64
148	Vaudreuil	A	8 27/64
149	Warwick	A	8 27/64
150	Waterloo	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1990	1989	1990	1989	1990	1989
1995-03-01	40 495 \$	46 775 \$			40 495 \$	46 775 \$ 104
1995-05-01	49 762	55 914			49 762	55 914 105
1996-02-01	200 498	225 287			200 498	225 287 106
2006-04-01	241 177	247 448			241 177	247 448 107
2007-04-01	378 820	386 977			378 820	386 977 108
2007-04-01	42 942	43 881			42 942	43 881 109
1996-03-31	12 837	14 424			12 837	14 424 110
1996-03-01	125 609	141 140			125 609	141 140 111
2005-04-01	310 373	319 952			310 373	319 952 112
2006-04-01	489 930	502 993			489 930	502 993 113
2006-04-01	2 226 299	2 279 559			2 226 299	2 279 559 114
1995-06-01	284 469	319 640			284 469	319 640 115
2002-03-31	11 788	12 964			11 788	12 964 116
1995-11-01	44 054	49 501			44 054	49 501 117
1996-03-31	33 116	40 981			33 116	40 981 118
1995-08-01	301 332	338 589			301 332	338 589 119
2006-04-01	621 380	637 569			621 380	637 569 120
2009-04-01	73 114	74 330			73 114	74 330 121
1996-02-01	101 844	114 436			101 844	114 436 122
2000-11-01	1 100	1 200			1 100	1 200 123
1995-03-01	19 561	22 595			19 561	22 595 124
1995-12-01	73 954	83 098			73 954	83 098 125
1995-11-01	25 728	28 909			25 728	28 909 126
1995-05-01	44 841	50 385			44 841	50 385 127
2003-04-01	89 915	93 561			89 915	93 561 128
1996-02-01	24 747	27 806			24 747	27 806 129
2006-04-01	51 373	52 602			51 373	52 602 130
2006-04-01	152 230	155 852			152 230	155 852 131
2005-04-01	99 797	102 766			99 797	102 766 132
2006-04-01			334 899 \$	343 504 \$	334 899	343 504 133
1994-09-01		18 573				18 573 134
1995-03-01	39 771	45 939			39 771	45 939 135
1994-09-01	9 768	11 297			9 768	11 297 136
1995-03-01	102 055	117 884			102 055	117 884 137
2006-04-01	332 244	341 170			332 244	341 170 138
1995-06-01	20 145	22 636			20 145	22 636 139
2002-03-01	706 758	743 698			706 758	743 698 140
2005-04-01	239 350	239 350			239 350	239 350 141
2003-04-01	380 951	380 951			380 951	380 951 142
2004-04-01	180 737	180 737			180 737	180 737 143
2005-04-01	60 988	60 988			60 988	60 988 144
2007-04-01	1 714 418	1 714 418			1 714 418	1 714 418 145
1995-03-01	144 209	166 575			144 209	166 575 146
1995-12-01	240 514	270 250			240 514	270 250 147
1996-02-01	52 187	58 639			52 187	58 639 148
1996-02-01	203 679	228 861			203 679	228 861 149
1996-03-01	230 789	285 598			230 789	285 598 150
	45 711 412	47 719 626	6 497 499	6 561 808	52 208 911	54 281 434

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
151	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
152	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
153	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
154	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
155	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
156	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1990	1989	1990	1989	1990	1989
2009-04-01			445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$ 151
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526 152
2002-03-01	3 695 982 \$	3 883 299 \$			3 695 982	3 883 299 153
2004-04-01	634 925	657 587			634 925	657 587 154
2004-04-01	880 025	911 754			880 025	911 754 155
2007-04-01			2 083 869	2 133 740	2 083 869	2 133 740 156
	<u>5 210 932</u>	<u>5 452 640</u>	<u>3 018 949</u>	<u>3 068 820</u>	<u>8 229 881</u>	<u>8 521 460</u>
	50 922 344	53 172 266	9 516 448	9 630 628	60 438 792	62 802 894
			<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>
	<u>50 922 344 \$</u>	<u>53 172 266 \$</u>	<u>9 027 448 \$</u>	<u>9 141 628 \$</u>	<u>59 949 792 \$</u>	<u>62 313 894 \$</u>

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1990	1989
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougomou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		
13	Fonds d'entretien et de réparation de machine de bureau		
14	Fonds d'information géographique et foncière		
15	Fonds de formation à distance		
16	Fonds de la réforme et du cadastre québécois		
17	Fonds de reprographie gouvernementale		
18	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	10 000 000 \$
19	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
20	Fonds des fournitures et de l'ameublement		
21	Fonds des services de télécommunications		
22	Fonds pour les équipements informatiques		
23	Fonds renouvelable de la reprographie		
24	Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement		
25	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
26	Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
27	Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental		
28	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
29	Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau		
30	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
31	Groupe Gérard Saucier Ltée		
32	Hôpitaux (fonds de roulement)		
33	Pêcheurs		
34	Snyder & Fils Inc	101 625	101 625
35	Sucre Lantic Ltée		
36	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
37	Syndicat des producteurs de bois		
38	Université de Sherbrooke		
		10 101 626	10 101 626
39	Moins: Provision pour créances douteuses		
		10 101 626	10 101 626
		10 101 626 \$	10 101 626 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1990	1989	1990	1989	1990	1989	
		64 955 108 \$(1)	55 890 447 \$	64 955 108 \$	55 890 447 \$	1
		21 940 798	21 206 353	21 940 798	21 206 353	2
		1 071 849 (1)	818 068	1 071 849	818 068	3
		87 967 755	77 914 868	87 967 755	77 914 868	
		25 374 127 (1)	23 041 304	25 374 127	23 041 304	4
		62 593 628	54 873 564	62 593 628	54 873 564	
		16 875 454 (1)	18 783 872	16 875 454	18 783 872	5
		5 000 000		5 000 000		6
		898 220	1 003 846	898 220	1 003 846	7
		436 943	368 619	436 943	368 619	8
		5 615 461 (1)	7 444 359	5 615 461	7 444 359	9
		1 786 959	1 660 367	1 786 959	1 660 367	10
		279 435		279 435		11
		100 000	150 000	100 000	150 000	12
		402 500		402 500		13
		548 436		548 436		14
		300 000		300 000		15
		1 700 000		1 700 000		16
		1 144 000		1 144 000		17
				10 000 000	10 000 000	18
		426 000	305 000	426 000	305 000	19
		4 615 000		4 615 000		20
		9 300 000	10 300 000	9 300 000	10 300 000	21
		22 332 904		22 332 904		22
			1 500 000		1 500 000	23
			3 943 379		3 943 379	24
			1 951 427		1 951 427	25
			2 400 000		2 400 000	26
		4 684 000	4 684 000	4 684 000	4 684 000	27
			448 436		448 436	28
			500 000		500 000	29
			14 693 000		14 693 000	30
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	31
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	32
		7 600 429	8 172 520	7 600 429	8 172 520	33
				101 625	101 625	34
	40 000 000 \$(2)				40 000 000	35
			5 000	1	1	36
			5 000		5 000	37
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	38
	40 000 000	95 428 071	89 696 155	105 529 697	139 797 781	
		2 778 063 (1)	861 748	2 778 063	861 748	39
	40 000 000	92 650 008	88 834 407	102 751 634	138 936 033	
	40 000 000 \$	155 243 636 \$	143 707 971 \$	165 345 262 \$	193 809 597 \$	

(1) Après déduction des créances radiées de 13 730 186 \$ pour les étudiants, 25 992 \$ pour les producteurs agricoles et 93 684 \$ pour les sociétés et autres.

(2) Transféré à "Entreprises du Gouvernement".

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1989	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1990	Montant porté aux dépenses
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires municipales	421 *		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	646	338	308	453	145
Énergie et Ressources	535		535	991	456
Enseignement supérieur et Science	108	3	105	163	58
Environnement	112		112		(112)
Finances	209	33	176	89	(87)
Industrie, Commerce et Technologie	327		327	386	59
Justice	4 459	4	4 455	6 577	2 122
Loisir, Chasse et Pêche	260	21	239	348	109
Main-d'œuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	166 439	43 931	122 508	122 825	317
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	212		212	320	108
Revenu	309 928	70 092	239 836	323 071	83 235
Santé et Services sociaux	125		125	145	20
Transports	463		463	154	(309)
Travail	557	37	520	593	73
Autres (1)	208	36	172	126	(46)
	485 009	114 495	370 514	456 662	86 148
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du Gouvernement					
Société de développement industriel	1 288		1 288	2 126	838
Municipalités et organismes municipaux					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers					
Étudiants	21 972	13 730	8 242	24 184	15 942
Pêcheurs	472		472	544	72
Producteurs agricoles	598	26	572	647	75
	23 042	13 756	9 286	25 375	16 089
Sociétés et Autres					
Corporations agricoles	82		82	163	81
Corporations industrielles	715	93	622	2 549	1 927
Autres (1)	64	1	63	65	2
	861	94	767	2 777	2 010
	25 680	13 850	11 830	30 767	18 937
Total	510 689	128 345	382 344	487 429	105 085

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

* Montant transféré du Conseil exécutif en 1989-1990.

FRAIS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Frais d'émission, escompte et prime	70 044	62 959
Escompte sur les bons du trésor	33 973	30 012
	<u>104 017</u>	<u>92 971</u>

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
 Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	Émissions	Remboursements	Solde
Détail			
<i>En monnaie du Canada</i>			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1 428 379	1 428 379	
Banque de Montréal	2 129 836	2 129 836	
Banque de Nouvelle-Écosse	131 818	131 818	
Banque Laurentienne du Canada	27 827	27 827	
Banque Nationale du Canada	1 812 544	1 812 544	
Banque Nationale de Paris	15 000	15 000	
Banque Royale du Canada	4 304 646	4 304 646	
Banque Toronto-Dominion	3 396 927	3 396 927	
Burns Fry Ltée	76 100	76 100	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	727 380	727 380	
Caisse de dépôt et placement du Québec	605 200	605 200	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	35 000	35 000	
Fonds des fournitures et de l'ameublement	9 100	9 100	
Fonds des services informatiques	15 000	15 000	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	684 960	684 960	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	835 373	835 373	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	515 738	515 738	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec	1 991 851	1 991 851	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	241 363	241 363	
Fonds spécial olympique	94 300	94 300	
Hydro-Québec	236 040	236 040	
Merrill Lynch Canada Inc.	25 000	25 000	
Midland Doherty Ltée	20 000	20 000	
Nesbitt Thompson Bongard Ltée	459 000	459 000	
RBC Dominion Securities Inc.	210 180	210 180	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	451 500	451 500	
Scotia McLeod	1 556 400	1 556 400	
Wood Gundy Inc.	2 283 771	2 283 771	
	<u>24 320 233</u>	<u>24 320 233</u>	

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	251 478	136	(768)	59 744	243	310 833
Encaissements	309 693 (1)	5 800	118 653	2 161 071 (1)	1 875	2 597 092
Remises	272 482	5 822	117 002	2 174 754	1 770	2 571 830
Solde à la fin	288 689	114	883	46 061	348	336 095

(1) Les frais de perception de 4 273 241 \$ pour les Diverses municipalités et de 24 613 051 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Transferts aux		
Commissions scolaires	600 808	741 393
Établissements de santé et de services sociaux	455 018	370 150
Institutions d'enseignement		
Collégiales	83 528	59 469
Universitaires	25 073	27 088
Municipalités et organismes municipaux	68 387	21 671
Entreprises et organismes du Gouvernement	339 151	278 021
Autres bénéficiaires	107 727	118 363
	1 679 692	1 616 155
Traitements et avantages sociaux	145 097	116 300
Fournisseurs et autres	332 412	375 291
	2 157 201	2 107 746

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En monnaie du Canada	1 164 480	1 111 294
En monnaie des États-Unis	113 529	140 675
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	31 882	31 150
En monnaie de la France	11 129	10 076
En monnaie de la Suisse	29 456	27 076
En monnaie du Japon	35 536	45 226
En monnaie du Royaume-Uni	2 118	2 209
	1 388 130 (1)	1 367 706

(1) Les montants tant en monnaie du Canada qu'en monnaie étrangère sont présentés selon la monnaie des contrats d'échange de devises.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises et organismes du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec	61 458	(61 458)	
Société nationale de l'amiante	115 810	(35 608)	80 202
Société des Traversiers du Québec		192	192
	<u>177 268</u>	<u>(96 874)</u>	<u>80 394</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(en milliers de dollars)

	Solde au début			Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	7 839 405	221 560	912 803	9 072 390	541 742
R.R.E.	3 606 989		132 445	3 739 434	
R.R.C.E.	219 351		27 132	246 483	
R.R.F.	1 028 235		(95 880)	932 355	
R.R.S.Q.	616 628		132 271	748 899	
R.R.M.A.N.	7 592		(4 566)	3 026	
R.R.J.C.	53 045		7 911	60 956	
R.R.A.P.I.P.	40 066		51 608	93 082	1 408
	<u>13 411 311</u>	<u>221 560</u>	<u>1 163 724 (*)</u>	<u>14 896 625</u>	<u>543 150</u>

(*) Voir le détail à la page 1-9.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
 R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
 R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
 R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
 R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
 R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée Nationale.
 R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
 R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers. d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Bons du trésor	\$ CAN.	1 800 000	1 800 000
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$ CAN.	20 016 689	20 016 689
En monnaie des États-Unis	\$ É.U.	2 789 806	3 264 631 (2)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	975 000	676 162 (2)
En monnaie de la France	F.F.	800 000	164 800 (2)
En monnaie de la Suisse	F.S.	1 306 800	1 021 526 (2)
En monnaie du Japon	Yen	165 000 000	1 224 300 (2)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	75 000	144 638 (2)
			26 512 746
Moins: Fonds d'amortissement			613 500
			25 899 246
			27 699 246

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de monnaie.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1990 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.U.	= 1,1702
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,6935
En monnaie de la France, Franc Français	= 0,206
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7817
En monnaie du Japon, Yen	= 0,00742
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 1,9285

BONS DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Montant
1990-04-05	1989-10-05	12,2783	50 000
1990-04-05	1990-01-04	12,2455	100 000
1990-04-12	1990-01-11	12,2045	100 000
1990-04-19	1990-01-18	11,9580	100 000
1990-04-26	1990-01-25	12,0342	100 000
1990-05-03	1989-11-02	12,0687	50 000
1990-05-03	1990-02-01	12,4478	100 000
1990-05-10	1990-02-08	12,4904	100 000
1990-05-17	1990-02-15	12,9175	100 000
1990-05-24	1990-02-22	13,1121	100 000
1990-05-31	1990-03-01	13,2680	50 000
1990-05-31	1990-03-01	13,2687	100 000
1990-06-07	1989-12-07	12,0759	50 000
1990-06-07	1990-03-08	13,2423	50 000
1990-06-07	1990-03-08	13,2436	100 000
1990-06-14	1990-03-15	13,1696	50 000
1990-06-14	1990-03-15	13,1698	100 000
1990-06-21	1990-03-22	13,2026	100 000
1990-06-28	1990-03-29	13,3108	50 000
1990-06-28	1990-03-29	13,3117	100 000
1990-07-05	1990-01-04	12,0294	50 000
1990-08-02	1990-02-01	12,1448	50 000
1990-09-06	1990-03-01	13,0693	50 000
Total des bons du trésor			1 800 000

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1990-04-01	1965	5,500	38 067
1990-07-31	1987	10,500	25 000
1990-07-31	1985	10,500	50 000
1990-10-03	1987	10,750	25 000
1990-10-03	1985	10,750	75 000
1990-10-15	1965	5,750	38 826
1991-01-15	1985	9,750	50 000
1991-06-01	1966	6,000	31 307
1991-06-01	1970	9,250	720
1991-06-23	1981	15,250	50 000
1991-08-01	1967	6,750	34 599
1991-08-01	1970	9,250	436
1991-09-24	1986	9,000	50 000
1991-09-30	1981	13,750	100 000
1991-10-01	1966	6,500	36 026
1992-04-01	1967	6,250	39 395
1992-06-01	1967	6,500	23 509
1992-08-01	1970	9,750	19 461
1992-08-01	1974	9,750	19 070
1992-08-01	1976	9,750	74 462
1992-10-01	1971	8,375	47 750

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1992-11-23	1982	13,750	50 000
1992-12-22	1982	12,750	160 000
1993-03-15	1983	12,350	50 000
1993-04-01	1981	17,250	100 000
1993-04-07	1983	12,000	169 749
1993-07-06	1983	12,000	50 000
1993-08-01	1972	8,375	43 747
1993-08-25	1983	12,500	150 000
1993-09-15	1968	7,500	27 954
1993-11-05	1980	13,250	34 039
1993-11-07	1981	15,000	100 000
1993-11-07	1981	15,000	98 300
1993-12-05	1983	12,125	75 000
1993-12-05	1983	12,125	125 000
1994-02-08	1973	8,000	42 652
1994-02-08	1971	8,000	37 854
1994-02-27	1984	12,250	62 192
1994-02-27	1984	12,250	132 000
1994-05-25	1984	14,000	50 000
1994-05-27	1976	10,250	50 000
1994-05-27	1976	10,250	50 000
1994-08-31	1984	13,250	150 000
1994-10-01	1968	7,000	24 925
1994-10-01	1968	7,500	29 200
1994-10-17	1979	11,250	75 000
1994-11-29	1984	12,500	75 000
1994-11-29	1984	12,500	155 000
1994-12-22	1981	13,250	32 000
1994-12-22	1981	13,250	116 052
1994-12-22	1980	13,250	62 885
1994-12-22	1980	13,250	135 458
1994-12-28	1984	12,150	75 000
1995-01-01	1973	8,000	44 105
1995-01-15	1985	12,000	150 000
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	121 082
1995-09-05	1973	8,750	46 110
1995-10-01	1970	9,500	33 234
1995-11-19	1974	10,250	58 364
1995-11-19	1975	10,250	74 000
1995-11-19	1976	10,250	95 345
1995-12-02	1975	9,500	38 500
1995-12-02	1970	9,500	21 627
1995-12-22	1980	13,750	62 000
1995-12-22	1981	13,750	93 000
1995-12-22	1980	13,750	63 000
1995-12-22	1981	13,750	82 000
1996-03-15	1972	8,000	42 367
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1986	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1996-11-06	1976	10,250	50 000
1996-12-15	1971	7,750	24 594

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1996-12-16	1978	9,750	110 000
1996-12-16	1977	9,750	125 000
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-04-01	1978	10,250	54 400
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	436 696
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 296
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-05-01	1979	10,700	59 059
1999-05-01	1979	10,700	46 200
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	179 900
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1976	9,875	406
2000-11-10	1975	9,875	750
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	125 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	125 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	96 923
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	96 931
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
			<hr/>
			15 903 857

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Gouvernement du Canada

Aide à la croissance de l'emploi

diverses dates

1991-1996

1971-1976

6,75- 8,3919

222 916

Régime de pensions du Canada

diverses dates

1990-2010

1970-1990

6,75- 17,51

131 419

354 335

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Obligations d'épargne du Québec			
1993-06-01	1983	11,75- 8,50	198 879
1994-06-01	1984	11,75- 8,50	312 489
1995-06-01	1980	19,50-10,50	315 851
1995-06-01	1985	10,50- 7,50	149 470
1996-06-01	1981	19,50-10,50	101 297
1996-06-01	1986	10,50- 6,50	127 717
1996-06-01	1989	10,50- 6,00	288 209
1997-06-01	1982	16,50-10,50	318 658
1997-06-01	1987	10,50- 6,00	129 143
1998-06-01	1988	10,50- 6,00	142 887
			<hr/> 2 084 600
Total des obligations			<hr/> 18 342 792
BILLETS			
EN MONNAIE DU CANADA (suite)			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
1990 -- 2009-04-01	1972 -- 1979	(divers taux)	108 506
Société centrale d'hypothèque et de logement			
1990 -- 2017-03-01	1963	5,125 -- 5,750	35 354
Université Concordia			
1990 -- 1994-03-01	1969	8,000	2 240
Emprunt escompté			
1990 -- 1992-06-14	1982	8,500	26 343
Total des billets			<hr/> 172 443
Total des obligations et billets			<hr/> 18 515 235
PLUS:			
CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DU CANADA			
Monnaie des États-Unis (714 422 \$ É.U.)			909 234
Monnaie de la République fédérale d'Allemagne (500 000 D.M.)			264 553
Monnaie du Japon (21 130 000 Yens)			181 139
Monnaie de l'Australie (150 000 \$ AUS.)			146 528
			<hr/> 1 501 454
Total en monnaie du Canada			<hr/> 20 016 689

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

LIEN FONDATEUR DES ETATS UNIS			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis			\$ É.U.	
1993-10-01	1983	12,125	100 000	
1993-11-15	1973	8,250	350	
1994-09-15	1984	12,750	100 000	
1995-01-03	1974	10,000	3 000	
1995-07-15	1975	9,375	1 000	
1995-07-15	1975	9,375	14 000	
1997-03-01	1967	5,875	35 718	
1997-06-01	1972	8,125	78 000	
1997-06-01	1971	9,000	58 386	
1999-04-01	1989	9,375	250 000	
1999-05-01	1969	7,875	30 618	
2000-03-01	1990	9,125	500 000	
2000-05-15	1975	9,875	83 788	
2001-06-15	1976	9,500	84 993	
2003-04-01	1973	7,900	105 651	
2013-10-01	1983	13,000	100 000	
2014-09-15	1984	13,250	150 000	
2015-06-15	1985	11,000	200 000	
2026-12-01	1986	8,625	300 000	
			2 195 504	
En Europe				
1990-11-01	1982	13,000	150 000	
1992-02-25	1985	8,144	114 000	
1993-07-01	1981	14,750	70 240	
1994-02-01	1984	12,250	130 000	
1995-01-10	1985	8,250	54 732	
1995-01-29	1985	8,050	55 112	
1995-05-24	1983	10,000	50 000	
1995-11-01	1977	9,000	34 800	
1998-04-07	1988	9,000	200 000	
2001-03-12	1986	7,150	104 275	
2016-04-01	1986	9,000	250 000	
			1 213 159	
Total des obligations			3 408 663	

(1) En milliers d'unités monétaires

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1990.

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
En Europe				
1990 -- 1994-06-15	1979	9,750	57 400	
1997-05-31	1985	11,000	36 500	
2001-10-15	1986	8,563	300 000	
Total des billets			393 900	
Total des obligations et billets			3 802 563	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			714 422	
En monnaie de la Suisse			298 335	
			1 012 757	
Total en monnaie des États-Unis			2 789 806	3 264 631

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Date	Année	Taux	D.M.	
1991-04-15	1983	7,500	200 000	
1991-09-01	1981	10,750	150 000	
1992-02-15	1982	10,125	150 000	
1995-02-15	1985	7,625	200 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
Total des obligations			1 300 000	

BILLETS

EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Date	Année	Taux	D.M.	
1992-02-17	1982	10,650	150 000	
1990-04-28	1987	4,550	25 000	
Total des billets			175 000	
Total des obligations et billets			1 475 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie du Canada			500 000	
Total en monnaie de la République fédérale d'Allemagne			975 000	676 162

OBLIGATION NÉGOCIABLE**EN MONNAIE DE LA FRANCE**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			F.F.	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
Total en monnaie de la France			800 000	164 800

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE LA SUISSE**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	F.S.	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
1990-2005-11-06	1985	5,500	200 000	
1992-1998-11-20	1986	4,875	125 000	
1996-2006-11-20	1986	5,250	125 000	
1991-2003-07-15	1987	5,000	200 000	
1996-2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			850 000	

PLUS:**CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE ÉTRANGÈRE EN MONNAIE DE LA SUISSE**

Monnaie des États-Unis (298 335 \$ É.U.)	456 800	
Total en monnaie de la Suisse	1 306 800	1 021 526

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU JAPON**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	YEN	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
1991-1995-06-07	1985	7,000	30 000 000	
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000	
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000	
Total des obligations			80 000 000	

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
1992 -- 1996-06-24	1986	6,500	15 000 000	
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000	
1992-11-30	1989	6,100	5 000 000	
1997 -- 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000	
1998 -- 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000	
1998 -- 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000	
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000	
Total des billets			106 130 000	
Total des obligations et billets			186 130 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE En monnaie du Canada			21 130 000	
Total en monnaie du Japon			165 000 000	1 224 300

OBLIGATION NÉGOCIABLE

EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI

			L.S.
2020-03-15	1984	12,250	50 000

BILLET

EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI

1992-07-09	1982	15,000	25 000	
Total en monnaie du Royaume-Uni			75 000	144 638

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE L'Australie

			\$ Aus.
1998-11-29	1988	6,670	100 000
1999-11-08	1989	7,270	50 000

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE
En monnaie du Canada

Total en monnaie de l'Australie

150 000	
---------	--

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Continuité

		Total
Solde au début		525 962
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu		65 678
Revenu net(*)		64 420
		130 098
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques		42 560
Solde à la fin		613 500
Situation au 31 mars 1990		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec		66 299
Billets au pair		19 000
Obligations		
Gouvernement du Québec	433 145	
Gouvernement du Canada	19 000	
Garanties par le gouvernement du Québec	58 035	510 180
		595 479
Cité de St-Lambert 3,50% 1989 -- 1995-03-01		88
		595 567
Perte de change non réalisée et non amortie		4 049
		599 616
Autres éléments d'actif		
Encaisse	129	
Intérêts courus	14 165	14 294
		613 910
Comptes à payer		11
Revenus reportés - Contrats à terme		399
		613 500

(*) Incluant une dépense de change de 294 800 \$ représentant l'amortissement de la perte de change non réalisée de 4 343 377 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1990.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu et revenus de placements	130 098
Valeurs échues ou vendues	6 252 553
	<u>6 382 651</u>
Diminution du solde de banque	169
Augmentation des revenus reportés sur contrats à terme	399
	<u>6 383 219</u>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	6 337 382
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	42 560
	<u>6 379 942</u>
Diminution des comptes à payer	97
Augmentation des intérêts courus	3 180
	<u>6 383 219</u>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS
au 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que Fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total
1991	2 599 922	219 676	17 337					2 836 935
1992	907 096	177 595	312 075	22 260				1 419 026
1993	897 017	44 169		46 746	48 213			1 036 145
1994	1 681 767	391 105		46 746				2 119 618
1995	1 826 537	104 446	138 700	46 746				2 116 429
	7 912 339	936 991	468 112	162 498	48 213			9 528 153
1996 -- 2000	7 527 550	897 271	208 050	660 825		214 968		9 508 664
2001 -- 2005	3 257 031	411 904		228 907		396 166	164 800	4 458 808
2006 -- 2010	1 439 553	33 351		133 783		410 392		2 017 079
2011 -- 2015	1 198 803	183 225		38 287				1 420 315
2016 ET PLUS	1 125	668 677			96 425			766 227
TOTAL	21 336 401	3 131 419	676 162	1 224 300	144 638	1 021 526	164 800	27 699 246

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 800,0 M\$ (millions de dollars) en 1991, pour les bons du trésor et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 416,9 M\$ en 1991, 333,5 M\$ en 1992, 266,8 M\$ en 1993, 294,9 M\$ en 1994 et 256,9 M\$ en 1995. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises pour l'inscription des unités monétaires auxquelles a été appliqué le taux de conversion au 31 mars 1990 sur les monnaies étrangères.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1990	1989 (redressés)
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital(1)					
Commissions scolaires	3-46	26 870	2 494 885	2 521 755 (7)	2 340 017
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-50	85 790	876 637	962 427 (7)	923 426
Universités	3-51	614 933	492 800	1 107 733 (7)	1 056 794
Établissements de santé et de services sociaux	3-52	236 055 (4)	1 743 703	1 979 758 (7)	1 801 154
Municipalités et organismes municipaux	3-60	3 546 145		3 546 145	3 195 874
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-63	169 847		169 847	110 596
		<u>4 679 640</u>	<u>5 608 025</u>	<u>10 287 665 (5)</u>	<u>9 427 861</u>
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-46		241 890	241 890	195 698
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-50		62 471	62 471	32 549
Établissements de santé et de services sociaux	3-51		372 820	372 820	271 737
Municipalités et organismes municipaux	3-64				
Aqueducs, égouts et autres		426 922		426 922	269 922
Assainissement des eaux		1 065 300		1 065 300	1 235 108
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-68	106 249		106 249	124 667
		<u>1 598 471</u>	<u>677 181</u>	<u>2 275 652</u>	<u>2 129 681</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements condition- nels de congés de maladie accumulés)				411 905	380 343
				<u>12 975 222 (6)</u>	<u>11 937 885</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 186 503 495 \$ (189 594 631 \$ en 1989) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels votés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 546 289 \$ (25 728 848 \$ en 1989), de collèges d'enseignement général et professionnel 3 676 732 \$ (8 082 803 \$ en 1989), d'universités 4 477 987 \$ (2 823 988 \$ en 1989) et d'établissements de santé et de services sociaux 1 085 280 \$ (1 264 133 \$ en 1989).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
AU 31 mars 1990**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Muni- cipalités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du gouvernement et divers autres organismes	Total
1991	455 079 (1) (*)	186 121 (1) (*)	281 523 (1) (*)	743 296 (1) (*)	775 181 (*)	32 011 (*)	2 473 211
1992	267 125	201 480	91 837	131 645	222 298	10 071	924 456
1993	248 090	126 641	95 692	197 381	395 593	13 547	1 076 944
1994	362 100	81 692	141 804	225 161	378 654	19 090	1 208 501
1995	245 207	73 757	59 543	150 842	171 022	9 905	710 276
1991--1995	1 577 601 (1) (*)	669 691 (1) (*)	670 399 (1) (*)	1 448 325 (1) (*)	1 942 748 (*)	84 624 (*)	6 393 388
1996--2000	587 125	187 276	270 739	300 557	944 358	80 223	2 370 278
2001--2005	140 597	55 158	62 228	90 097	275 809		623 889
2006--2010	203 672	42 305	98 988	83 175	188 118	5 000	621 258
2011--2015	10 170	6 385	2 068	12 131	92 950		123 704
2016--2020	1 986	1 179	2 900	8 782	56 857		71 704
2021--2025	604	148	411	12 993	22 982		37 138
2026--2030		252		19 003	15 908		35 163
2031--2035		33		4 695	6 415		11 143
	<u>2 521 755 (1) (*)</u>	<u>962 427 (1) (*)</u>	<u>1 107 733 (1) (*)</u>	<u>1 979 758 (1) (*)</u>	<u>3 546 145 (*)</u>	<u>169 847 (*)</u>	<u>10 287 665</u>

(*) Incluant des emprunts temporaires de 224 720 000 \$ aux commissions scolaires, de 86 451 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 193 544 000 \$ aux universités, de 587 808 000 \$ aux établissements de santé et de services sociaux, de 276 520 238 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux et de 24 957 023 \$ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 546 289 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 3 676 732 \$, d'universités 4 477 987 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 1 085 280 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Blainville-Deux-Montagnes	967	23 416	24 383	2 655	27 038	26 197
Deux-Montagnes		13 443	13 443	111	13 554	15 032
St-Eustache		14 354	14 354	3 098	17 452	15 390
Ste-Thérèse		14 369	14 369	191	14 560	14 044
Chambly	1 626	53 814	55 440	1 720	57 160	55 264
Jacques-Cartier	785	10 836	11 621	290	11 911	11 358
Mont-Fort		7 301	7 301	621	7 922	7 662
St-Exupéry		7 529	7 529	158	7 687	7 427
Taillon		10 064	10 064	2 667	12 731	12 033
Varennes		25 391	25 391	164	25 555	24 607
Châteauguay-Valley	80	5 287	5 367	321	5 688	5 735
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		1 080	1 080	323	1 403	1 158
Ormstown		1 613	1 613	53	1 666	1 551
Chaudière	689	20 162	20 851	1 680	22 531	21 326
Beauceville		1 817	1 817	347	2 164	1 831
des Cèdres		2 809	2 809	170	2 979	2 895
des Érables		7 784	7 784	2 068	9 852	7 900
Langevin		2 899	2 899	137	3 036	2 952
St-Joseph		3 031	3 031	932	3 963	3 273
Chauveau	802	13 369	14 171	2 640	16 811	16 170
Ancienne-Lorette		11 076	11 076	306	11 382	12 595
La Jeune-Lorette		14 063	14 063	372	14 435	14 080
Montcalm		2 416	2 416	66	2 482	2 339
District of Bedford		7 067	7 067	73	7 140	7 094
Eastern Quebec		4 418	4 418	1 000	5 418	5 143
Greater Quebec		1 656	1 656	526	2 182	1 995
Greater Seven Islands		885	885	808	1 693	1 605
Saguenay				519	519	466
St-Maurice		1 368	1 368	165	1 533	1 547
Gaspésie Prot.		2 999	2 999	16	3 015	2 874
Bonaventure		840	840	42	882	837
Gaspé		546	546	37	583	464
Lac-St-Jean		14 774	14 774	551	15 325	12 699
Alma		3 190	3 190	542	3 732	2 849
Belle-Rivière		1 852	1 852	395	2 247	2 130
Delisle		4 491	4 491		4 491	5 353
Louis-Fréchette	1 802	21 806	23 608	2 202	25 810	20 497
Abénakis		3 973	3 973	27	4 000	3 726
Bellechasse		2 905	2 905	3	2 908	2 940
Élan		3 084	3 084	19	3 103	3 027
Nouvelle-Beauce		3 765	3 765		3 765	3 616
Pointe-Lévis		6 651	6 651	318	6 969	6 319
Mauricie	1 508	21 734	23 242	1 078	24 320	22 154
Grand-Mère		3 969	3 969	28	3 997	3 857
Normandie		3 311	3 311	538	3 849	3 276
Shawinigan		2 000	2 000	159	2 159	1 942
Val-Mauricie		4 571	4 571	15	4 586	4 401

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Péninsule	1 172	12 928	14 100	179	14 279	13 731
Anses		1 243	1 243	278	1 521	1 388
Forillon		1 505	1 505	18	1 523	1 540
Grande-Hermine		2 787	2 787	185	2 972	3 067
Rocher-Percé		3 747	3 747	20	3 767	3 239
Provencher	971	7 519	8 490	14	8 504	8 313
Lac-St-Pierre		2 293	2 293	114	2 407	1 940
Les Becquets		1 166	1 166	8	1 174	1 146
Port-Royal		4 082	4 082	84	4 166	4 099
South Shore Prot.	329	7 946	8 275	1 374	9 649	8 975
Richelieu-Valley		1 425	1 425	81	1 506	1 409
St-Lawrence Prot.		4 081	4 081	766	4 847	4 757
South Central		1 850	1 850	162	2 012	1 873
Tandivel		8 548	8 548	409	8 957	8 077
Grand-Bois		2 418	2 418	23	2 441	2 350
Mgr-Vachon		2 868	2 868	2 135	5 003	3 054
Portneuf		1 487	1 487	591	2 078	1 355
Vaudreuil-Soulanges		19 229	19 229	431	19 660	18 706
Île-Perrot		5 075	5 075	542	5 617	5 333
Soulanges		2 364	2 364	87	2 451	2 352
Vaudreuil		2 981	2 981	382	3 363	2 731
Western Quebec Prot.	38	5 752	5 790	522	6 312	5 745
Greater Hull		5 071	5 071		5 071	5 130
North Western Quebec		767	767		767	689
Pontiac		1 225	1 225	22	1 247	1 320
Yamaska	432	19 539	19 971	2 186	22 157	19 478
Argile-Bleu		15 650	15 650	1 507	17 157	15 017
St-Hyacinthe		7 411	7 411	54	7 465	7 299
Val-Monts		4 308	4 308		4 308	4 143
Intégrées						
Abitibi	193	10 613	10 806	1	10 807	10 283
Asbesterie		8 242	8 242	165	8 407	7 885
Aylmer	2 104	28 153	30 257	3 182	33 439	33 110
Baie-des-Chaleurs		4 505	4 505	19	4 524	3 638
Baie-des-HalHa!		9 787	9 787	1 405	11 192	6 641
Barraute-Senneterre	154	5 363	5 517	542	6 059	5 908
Beauport	143	26 086	26 229	1 107	27 336	24 332
Bersimis		4 266	4 266	189	4 455	4 133
Berthier-Nord-Joli		17 102	17 102	197	17 299	16 232
Black-Lake-Disraëli		5 194	5 194	668	5 862	5 184
Brossard		19 293	19 293	1 920	21 213	20 596
Chapais-Chibougamau		5 042	5 042	964	6 006	5 846
Charlesbourg	135	8 308	8 443		8 443	8 122
Châteauguay	80	12 901	12 981	71	13 052	12 673
Chavigny		11 241	11 241	444	11 685	11 339
Chicoutimi	1 109	22 789	23 898	196	24 094	19 174
Chomedey-de-Laval	782	24 340	25 122	2 383	27 505	24 781
Chutes-de-la-Chaudière		33 838	33 838	1 632	35 470	27 920
Chutes-Montmorency		7 702	7 702	303	8 005	7 722
Coaticook		2 358	2 358	243	2 601	1 630
Commission des écoles catholiques de Québec		38 704	38 704	12 151	50 855	42 044
Côte-de-Beaupré		5 917	5 917	183	6 100	5 785
Côte-du-Sud		23 008	23 008	1 601	24 609	23 678
Crie		3 500	3 500	680	4 180	7 522
Davignon		9 167	9 167	747	9 914	7 545
De la Jonquière	827	31 139	31 966	2 610	34 576	31 155
Des Basques		1 491	1 491		1 491	1 671
Des Cantons	165	24 029	24 194	8 642	32 836	27 619

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Des Cascades-L'Achigan		12 310	12 310		12 310	11 734
Des Chênes		27 371	27 371	1 684	29 055	24 460
Des Découvreurs		31 451	31 451	12 754	44 205	42 602
Des Draveurs		31 803	31 803	2 714	34 517	34 053
Des Frontières		756	756	8	764	553
Des Îles		6 064	6 064	123	6 187	6 185
Des Îlets		28 452	28 452	782	29 234	28 647
Des Montagnes		1 187	1 187	684	1 871	1 600
Des Rivières		3 918	3 918	27	3 945	3 802
Dolbeau		13 898	13 898	130	14 028	13 815
Du Goéland	38	33 280	33 318	806	34 124	32 397
Du Gouffre	896	5 172	6 068	870	6 938	6 431
Eastern Township		9 429	9 429	934	10 363	9 322
Fermont		3 466	3 466		3 466	3 587
Grandpré		2 466	2 466		2 466	2 319
Greenfield-Park		2 388	2 388		2 388	2 516
Harricana		31 813	31 813	2 082	33 895	32 570
Haut St-Maurice		2 609	2 609		2 609	2 499
Haute-Gatineau		5 756	5 756		5 756	5 449
Huntingdon		6 233	6 233	76	6 309	6 067
Iberville		6 397	6 397	193	6 590	6 176
Industrie		20 567	20 567	894	21 461	20 387
Jean Chapais		3 020	3 020	74	3 094	2 917
Jean-Rivard		4 289	4 289	56	4 345	4 121
Kativik				177	177	1 638
Lac-Mégantic	1 341	4 219	5 560	582	6 142	5 292
Lac-Témiscamingue		15 931	15 931	115	16 046	15 591
La Mitis		18 233	18 233	566	18 799	17 650
La Neigette		17 652	17 652	5 057	22 709	19 153
La Pocatière		3 084	3 084	458	3 542	2 775
La Sapinière	85	2 506	2 591	1	2 592	2 462
La Tourelle	137	3 762	3 899	2 080	5 979	5 549
Laure-Conan		7 679	7 679	640	8 319	7 285
Laurentian		6 455	6 455	153	6 608	6 533
des Laurentides		11 590	11 590	451	12 041	11 703
Laurenval		24 798	24 798		24 798	24 305
La Vallière		2 728	2 728	27	2 755	2 661
Le Gardeur	45	50 512	50 557		50 557	47 143
Les Écorces	128	11 995	12 123	2 217	14 340	11 994
L'Islet-Sud				1 323	1 323	1 203
du Littoral		157	157		157	844
du Long-Sault		8 063	8 063	244	8 307	7 093
Lotbinière		11 298	11 298	375	11 673	11 618
Magog		6 419	6 419	1 974	8 393	7 126
Malartic	337	1 992	2 329	74	2 403	2 377
Manicouagan		33 363	33 363		33 363	31 024
des Manoirs		44 945	44 945	1 648	46 593	40 533
Marieville		4 550	4 550	188	4 738	4 496
Matane		16 930	16 930	208	17 138	15 723
Miguasha	484	16 555	17 039	587	17 626	17 237
des Mille-Îles	239	29 727	29 966	787	30 753	27 814
Moissons		10 263	10 263	142	10 405	10 029
Morilac		11 457	11 457	249	11 706	11 248
Moyenne-Côte-Nord	983	5 018	6 001	1 079	7 080	4 873
Normandin		3 888	3 888	172	4 060	4 556
Nouveau-Québec		6 360	6 360	434	6 794	7 142
Outaouais-Hull	361	17 546	17 907	1 078	18 985	17 274
Pierre-Neveu		11 259	11 259		11 259	12 371
Pontiac		3 557	3 557	251	3 808	3 415
Portage-du-Fort				42	42	41
Port-Cartier		11 247	11 247		11 247	11 110
Prince-Daveluy		5 001	5 001	182	5 183	4 744
Provençal		4 415	4 415	69	4 484	4 474
Quévillon	1 223	632	1 855	635	2 490	2 653
Rivière-du-Loup	695	38 544	39 239	429	39 668	38 037
Roberval	1 311	5 225	6 536	170	6 706	6 923

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Rouyn-Noranda	146	13 929	14 075	1 785	15 860	14 418
St-Jean-sur-Richelieu	90	29 917	30 007	3 334	33 341	31 555
St-Jérôme		25 380	25 380	3 707	29 087	25 492
Samuel-de-Champlain		9 561	9 561		9 561	8 714
Seigneurie	817	4 960	5 777	795	6 572	6 173
Sept-Îles		30 865	30 865	328	31 193	30 162
Sherbrooke (catholique)	85	72 958	73 043	3 538	76 581	71 026
Sorel		14 190	14 190	312	14 502	13 948
Tadoussac		1 209	1 209	77	1 286	1 204
Témiscouata		4 099	4 099	217	4 316	4 091
Thetford-Mines		10 833	10 833	2 011	12 844	11 593
Tracy		2 655	2 655	2 576	5 231	3 583
Trois-Rivières		22 241	22 241	3 012	25 253	24 516
Val-d'or		8 325	8 325	4 923	13 248	11 154
Valin		14 957	14 957	664	15 621	14 036
Vallée-de-la-Lièvre		8 421	8 421	708	9 129	8 281
Vallée-de-la-Matapédia		9 263	9 263	2	9 265	8 743
Vallée-de-Mistassini		3 595	3 595		3 595	3 444
Valleyfield	359	8 007	8 366	1 603	9 969	10 093
Victoriaville		22 547	22 547	230	22 777	21 675
Warwick	48	7 725	7 773	693	8 466	4 878
Non régionalisées						
Baie-Comeau		171	171		171	155
Laurentienne		245	245	164	409	392
Conseil Scolaire						
Ile-de-Montréal	129	434 607	434 736	76 886	511 622	474 143
	26 870	2 495 431	2 522 301	241 890	2 764 191	2 561 444
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commis- sions scolaires		546	546		546	25 729
	26 870	2 494 885	2 521 755	241 890	2 763 645	2 535 715

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Abitibi-Témiscamingue	500	15 290	15 790	2 814	18 604	16 863
Ahuntsic, Montréal	4 000	26 310	30 310	7 930	38 240	35 318
Alma		7 296	7 296	77	7 373	6 808
André-Laurendeau, LaSalle		29 505	29 505	550	30 055	29 126
Baie-Comeau	1 000	5 752	6 752	4 197	10 949	9 599
Bois-de-Boulogne, Montréal	1 000	10 565	11 565	920	12 485	11 778
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	18 530	19 130	2 576	21 706	20 216
Chicoutimi	1 100	27 161	28 261	247	28 508	26 035
Dawson, Montréal	960	62 920	63 880	1 023	64 903	59 240
Drummondville		16 861	16 861	104	16 965	16 664
Édouard-Montpetit, Longueuil	6 522	33 068	39 590	2 289	41 879	39 738
François-Xavier-Garneau, Québec	5 600	13 571	19 171	1 289	20 460	19 272
Gaspésie et des Îles, Gaspé		22 583	22 583	368	22 951	22 256
Granby	60	6 538	6 598	361	6 959	6 221
Héritage		248	248	239	487	477
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	10 025	20 974	30 999	11 780	42 779	40 494
Joliette de Lanaudière	2 250	9 167	11 417	387	11 804	10 906
Jonquière	1 570	23 820	25 390		25 390	22 872
La Pocatière	5 542	8 482	14 024	1 127	15 151	14 185
Lévis-Lauzon, Lauzon		27 057	27 057	334	27 391	25 533
Limoulu, Québec		30 936	30 936	4 944	35 880	30 963
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	1 973	23 398	25 371	385	25 756	24 950
Maisonnette, Montréal	1 717	16 327	18 044	2 721	20 765	19 918
Matane		8 207	8 207	332	8 539	7 777
Montmorency, Laval	500	19 498	19 998	2 621	22 619	21 702
Outaouais	533	35 340	35 873		35 873	33 708
Région de l'Amiante, Thetford-Mines		20 494	20 494	811	21 305	20 575
Rimouski	4 994	25 608	30 602	209	30 811	27 924
Rivière-du-Loup		12 540	12 540	392	12 932	12 548
Rosemont, Montréal	8 700	14 545	23 245	1 097	24 342	23 317
St-Félicien	2 092	8 321	10 413	7	10 420	10 196
Ste-Foy	1 806	24 634	26 440	263	26 703	25 219
St-Hyacinthe		17 762	17 762	355	18 117	16 151
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	696	10 710	11 406	326	11 732	10 694
St-Jérôme	680	19 848	20 528	14	20 542	20 221
St-Laurent, Montréal	1 300	19 174	20 474	821	21 295	19 880
Sept-Îles	1 500	14 185	15 685	105	15 790	19 413
Shawinigan		15 505	15 505	229	15 734	14 223
Sherbrooke	4 952	24 731	29 683	53	29 736	27 614
Sorel-Tracy	200	13 635	13 835	1 110	14 945	14 434
Trois-Rivières	860	17 390	18 250	4 564	22 814	19 224
Valleyfield	1 057	19 237	20 294	159	20 453	19 001
Vanier, Montréal	3 966	25 966	29 932	1 294	31 226	28 778
Victoriaville	1 732	17 202	18 934	339	19 273	17 863
Vieux-Montréal	5 803	39 423	45 226	708	45 934	44 164
	85 790	880 314	966 104	62 471	1 028 575	964 058
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		3 677	3 677		3 677	8 083
	85 790	876 637	962 427	62 471	1 024 898	955 975

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1990	1989
Bishops, Lennoxville				1 571
Concordia, Montréal	31 515	45 022	76 537	68 809
École des hautes études commerciales, Montréal	10 800	7 824	18 624	16 985
École polytechnique, Montréal	27 056	28 423	55 479	51 101
Laval, Ste-Foy	76 485	78 253	154 738	144 137
McGill, Montréal	95 553	60 980	156 533	147 845
Montréal	117 290	81 526	198 816	187 215
Sherbrooke	38 727	31 994	70 721	63 563
Université du Québec	217 507	163 256	380 763	378 392
	614 933	497 278	1 112 211	1 059 618
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'universités		4 478	4 478	2 824
	614 933	492 800	1 107 733	1 056 794

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Acton-Vale: Centre local de services communautaires La Chenaie		178	178	4	182	156
Alma: Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	500	4 921	5 421	3 309	8 730	8 621
Clair-Foyer Inc.		14	14	839	853	
Andréville: Foyer Desjardins		508	508	1	509	480
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 759	3 759		3 759	3 867
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	1 112	2 112	61	2 173	2 057
Austin: Centre Butters Inc.		1 110	1 110		1 110	
Baie Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau	1 550	6 842	8 392		8 392	8 638
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		3 490	3 490	1 881	5 371	6 903
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 207	1 207	55	1 262	1 114
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	1 000	17 329	18 329	28	18 357	18 755
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 746	2 746		2 746	2 850
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	250	2 510	2 760		2 760	2 760
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		2 492	2 492	2 323	4 815	29 586
Cap-de-la-Madeleine: Foyer Père-Frédéric Inc.		761	761	54	815	775
Charbly: Centre d'accueil Anne-Leseigneur		572	572	52	624	593
Chandler: Centre hospitalier de Chandler		5 579	5 579		5 579	5 734
Charlesbourg: Foyer de Charlesbourg Inc.		1 238	1 238	435	1 673	
Charmy: Centre hospitalier Paul-Gilbert		12 025	12 025		12 025	13 194
Châteauguay: Centre hospitalier Anna-Laberge				3 006	3 006	
Chicoutimi:						
Beauvoir de Chicoutimi Inc.		1 109	1 109		1 109	1 155
Conseil de la santé et des services sociaux région du Saguenay-Lac-St-Jean		10 819	10 819	5 304	16 123	15 046
Hôpital de Chicoutimi Inc.	2 087	12 135	14 222	68	14 290	14 953
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 596	2 596		2 596	2 692
Chisasibi-Baie-James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		2 925	2 925	7	2 932	2 129
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		1 198	1 198		1 198	1 178
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		2 863	2 863	47	2 910	2 846

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 687	3 687	28	3 715	3 486
Drumondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	1 000	2 868	3 868		3 868	3 975
Hôpital Ste-Croix		7 369	7 369		7 369	7 711
Pavillon Laforest Inc.		3 807	3 807	1 927	5 734	5 538
Farnham: Foyers Farnham Inc.		231	231	47	278	239
Fermont: CLSC de Fermont				4 200	4 200	
Forestville: CLSC de Forestville		1 011	1 011	148	1 159	1 505
Fortierville: Foyer de Fortierville Inc.						2
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan		500	500		500	500
Centre hospitalier Mgr Ross		1 163	1 163	683	1 846	1 761
Hôtel-Dieu de Gaspé	1 650	3 853	5 503		5 503	5 566
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau		47 831	47 831	377	48 208	52 220
Granby:						
Centre Butters Inc. (Le)						1 150
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 764	5 264		5 264	5 366
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur Gendron Inc.		455	455	1	456	407
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 891	2 891	1 171	4 062	2 992
Foyer de Grand-Mère Inc.		442	442	8	450	358
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	2 200	7 050	9 250		9 250	9 923
Havre St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		1 721	1 721	45	1 766	1 926
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		400	400	2	402	332
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		862	862	795	1 657	1 093
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	2 500	15 833	18 333	66	18 399	17 594
Centre local de services communautaires de Hull		1 696	1 696		1 696	1 759
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		8 689	8 689	6 525	15 214	16 999
Hôpital Pierre-Janet (Corporation de l')	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta	1 000	2 469	3 469		3 469	3 566
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		2 150	2 150		2 150	2 150
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	7 892	18 513	26 405	1 299	27 704	26 971
Centres d'accueil Montcalm (Les)		445	445	5	450	
Foyer St-Eusèbe Inc.		2 406	2 406	751	3 157	2 859
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	400	3 267	3 667	122	3 789	3 579
Kuujuak:						
Conseil de la santé et des services sociaux Kativik		1 583	1 583		1 583	
Hôpital Ungava		8 835	8 835	157	8 992	11 405

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Hal-Hal Inc.		1 964	1 964		1 964	2 003
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)		77	77	1 934	5 011	5 004
Centre hospitalier de Lachine		2 050	2 050	24	2 144	1 992
Lechute: Hôpital d'Argenteuil		526	526	8 117	8 463	
Lac Mégantic: Centre hospitalier Lac Mégantic		71	71	3 412	3 483	
La Malbaie: Centre d'accueil St-Joseph-de-La-Malbaie		6 059	6 059		6 059	5 781
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et C.A. et de réadaptation des Hautes-Vallées		282	282	936	1 278	1 240
LaSalle: Hôpital Général LaSalle	550	7 544	8 094		8 094	8 692
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de la Sarre		1 075	1 075		1 075	1 199
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	700	600	1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 066	1 066		1 066	1 107
Laval:						
Cité de la santé de Laval		14 557	14 557	40 539	55 096	14 195
Hôpital Juif de réadaptation		1 122	1 122	62	1 184	1 050
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier		2 098	2 098	412	2 510	2 233
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		4 152	4 152		4 152	4 632
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		9 705	9 705	74	9 741	10 092
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 069	2 069		2 069	2 146
Centre hospitalier Pierre-Boucher	6 308	36 274	42 582		42 582	45 642
Conseil de la santé et des services sociaux région de la Montérégie		26 929	26 929	5 636	32 565	45 359
Institut Nazareth et Louis-Braille		379	379	29	408	350
Louiseville: Centre d'Accueil Louiseville Inc.		738	738		738	618
Louder-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse Côte Nord		4 290	4 290	20 876	25 166	3 916
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		1 266	1 266	7	1 273	1 141
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	1 500	3 940	5 440		5 440	5 664
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		1 000	1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		8 279	8 279	585	8 864	8 294
C.L.S.C. de Matane		472	472	9	481	517
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 274	1 274	97	1 371	1 230
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	2 000	1 560	3 560		3 560	3 620
Montmagny:						
Foyer d'Youville		2 411	2 411		2 411	2 165
Hôtel-Dieu de Montmagny		5 038	5 038	186	5 224	5 307

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Montréal:						
Boscoville		1 390	1 390	19	1 409	1 207
Centre d'accueil Charleroi		11	11		11	11
Centre d'accueil Émilie-Gamelin				4 542	4 542	
Centre d'accueil Juif		143	143	14 732	14 875	
Centre d'accueil La Cité des Prairies		3 253	3 253	192	3 445	3 415
Centre d'accueil Providence Auclair				1 658	1 658	
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau (La Corporation du)		2 178	2 178	6	2 184	1 942
Centre de santé St-Henri Inc.		3 734	3 734		3 734	3 817
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		6 551	6 551	621	7 172	7 229
Centre hospitalier Fleury		8 536	8 536	637	9 173	9 334
Centre hospitalier Jacques-Viger	817	5 892	6 709		6 709	6 938
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau		3 859	3 859	446	4 305	4 366
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		6 283	6 283	13	6 296	6 240
Centre hospitalier de St-Mary's		5 709	5 709	1 479	7 188	5 932
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)	1 500	4 183	5 683	221	5 904	5 533
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 573	1 573	6	1 579	1 407
Centre local de services communautaires St-Henri		1 703	1 703		1 703	1 764
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 737	2 737		2 737	2 467
Centres Maronniers		5 500	5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux Montréal Métropolitain	3 275	105 516	108 791	22 537	131 328	142 388
École Mont St-Antoine Inc.		2 917	2 917	12	2 929	3 238
Hôpital Chinois de Montréal (1963) (L')		3 229	3 229	2	3 231	3 356
Hôpital Général de Montréal		8 957	8 957	32	8 989	9 284
Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis (L')	4 701	2 567	7 268	507	7 775	12 804
Hôpital Jean-Talon	2 860	13 982	16 842	16	16 858	16 846
Hôpital Louis-H. Lafontaine		5 033	5 033	92	5 125	7 233
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		8 382	8 382	106	8 488	8 384
Hôpital Marie-Clarac		1 620	1 620		1 620	1 680
Hôpital Marie-Enfant		1 386	1 386	126	1 512	1 342
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 765	4 765	85	4 850	4 963
Hôpital neurologique de Montréal		1 495	1 495	1 138	2 633	3 983
Hôpital Notre-Dame	7 150	16 155	23 305	609	23 914	24 473
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	500	2 776	3 276	18 518	21 794	2 530
Hôpital Reddy Memorial	1 865	96	1 961	919	2 880	2 923
Hôpital Rivière-des-Prairies		2 747	2 747	173	2 920	2 648
Hôpital Royal Victoria		3 958	3 958	82	4 040	4 001
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	1 421	16 797	18 218	1 077	19 295	19 567
Hôpital St-Charles Borromée (Corporation de L')		6 891	6 891	78	6 969	7 166
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		4 117	4 117		4 117	4 281
Hôpital Ste-Justine		20 897	20 897	3 030	23 927	23 513
Hôpital St-Luc	1 000	12 335	13 335	3 010	16 345	16 293
Hôpital Santa-Cabrini		1 871	1 871	166	2 037	1 626
Hôtel-Dieu de Montréal		11 441	11 441	4 260	15 701	12 118
Institut Canadien-Polonais du Bien-Etre Inc.		1 792	1 792		1 792	1 858
Institut de cardiologie de Montréal		6 858	6 858	397	7 255	7 268
Institut Philippe-Pinel de Montréal		5 688	5 688		5 688	5 922
Institut de recherches cliniques de Montréal		733	733	10 500	11 233	12 265
Manoir de l'Âge d'Or		339	339	4 045	4 384	2 923
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		6 657	6 657	1 126	7 783	8 600
St-Margaret's Home				7 639	7 639	
Résidence Maison-Neuve Inc.						2 982
Villa Notre-Dame-de-Grâce		1 012	1 012	1	1 013	962

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	5 175	10 656	15 831	114	15 945	16 118
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue		6 981	6 981	1 304	8 285	10 130
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène	450		450		450	507
Centre Rose-Virginie Pelletier		1 886	1 886	167	2 053	1 818
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 650	2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore	1 000	900	1 900		1 900	1 935
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		13 813	13 813	352	14 165	13 723
Québec:						
Centres d'accueil St-Antoine et Le Faubourg						500
Clinique Roy-Rousseau		1 119	1 119	2	1 121	1 123
Corporation d'hébergement du Québec	118 977	463 494	582 471		582 471	465 096
Conseil de la santé et des services sociaux de Québec		68 442	68 442	20 500	88 942	70 709
Hôpital de l'Enfant-Jésus	360	17 445	17 805	9 904	27 709	21 941
Hôpital Général de Québec		2 489	2 489	14	2 503	2 460
Hôpital St-François-d'Assise	1 400	19 498	20 898	12	20 910	20 167
Hôpital du St-Sacrement		5 643	5 643	504	6 147	6 017
Hôtel-Dieu de Québec (L')		9 988	9 988	17 927	27 915	10 354
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		1 319	1 319		1 319	
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 575	1 575		1 575	1 758
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur	10 878	25 121	35 999	702	36 701	37 202
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est		117	117	6	123	107
Centre hospitalier régional de Rimouski		8 933	8 933	1 458	10 391	10 151
Conseil de la santé et des services sociaux région Bas St-Laurent et la Gaspésie		9 444	9 444	2 984	12 428	13 789
Foyer de Rimouski Inc. (Le)		13	13	539	552	
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers		1 454	1 454		1 454	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 749	1 749		1 749	4 394
Rivière-du-Loup: Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Rivière-Quelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		377	377		377	377
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval		3 182	3 182		3 182	3 296
Rouyn: Maison Pie XII		83	83	18	101	
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		5 612	5 612	200	5 812	5 222
Ste-Agathe Sud: Hôpital Mont Sinai		8 477	8 477	4 664	13 141	14 713
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		571	571	9	580	513

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts (Corporation de l')	1 315	2 300	3 615		3 615	3 615
St-Casimir: Centre d'accueil du Groupe L'Eau Vive				310	310	
St-Célestin: Foyer St-Célestin		1 450	1 450	3 350	4 800	5 895
Ste-Claire: Villa Prévozt Inc.		551	551	40	591	431
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières		2 150	2 150		2 150	2 150
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		3 421	3 421	31 015	34 436	1 799
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		3 347	3 347	132	3 479	3 444
Ste-Foy: Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		745	745	22	767	1 066
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 300	19 555	20 855	282	21 137	21 646
Hôpital Laval		11 205	11 205	10	11 215	11 238
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce		4 986	4 986	1 661	6 647	4 922
Ste-Germaine-du-Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 270	1 270		1 270	1 431
St-Hyacinthe: Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.	2 600	7 786	10 386		10 386	10 692
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		4 972	4 972	678	5 650	5 691
Pavillons Bois-Joly Inc. (Les)		466	466	22	488	493
St-Jacques: Centres d'accueil Montcalm (Les)						396
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	12 091	13 481	58	13 539	13 754
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 536	1 536		1 536	1 600
St-Jérôme (Terrebonne): Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		13 726	13 726	5 131	18 857	19 607
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		30 563	30 563	3 650	34 213	34 483
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		3 542	3 542	366	3 908	3 919
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 394	1 394		1 394	1 428
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la- la-Protection		527	527	3	530	624
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		1 400	1 400		1 400	1 450

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 866	1 866		1 866	1 933
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Descharbault		1 048	1 048		1 048	1 161
Sept-Iles: Foyer d'hébergement de Sept-Iles Inc. Hôpital de Sept-Iles (Corporation de l')		459 16 805	459 16 805	5	464 16 805	416 19 500
Shawinigan-sud: Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud Inc. Centre hospitalier régional de la Mauricie		437 7 425	437 7 425	3	440 7 425	372 7 659
Shawville: Hôpital communautaire du Pontiac Inc. (L')		2 480	2 480	14 925	17 405	1 899
Sherbrooke: Centre de Réadaptation Estrie Inc. Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Estrie Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Corporation de l') Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke Hôtel-Dieu de Sherbrooke Relais St-François Inc. (Le) Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		535 9 219 12 737 3 806 3 013 7 082 543 755	535 9 219 12 737 3 806 3 013 7 482 543 755	1 80 2 152 75 137	536 9 299 14 889 3 881 3 013 7 619 543 755	457 9 487 15 419 3 657 3 558 7 376 477 741
Sorel: Ateliers Riverains (Les) Hôtel-Dieu de Sorel		942 5 962	942 5 962	1	943 5 962	845 6 183
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscaming		1 260	1 260		1 260	1 305
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	4 359	4 287	8 646		8 646	8 797
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		988	988	117	1 105	1 032
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières Foyer Joseph-Denys Inc.		2 451 5 581 23 650 433	2 451 5 581 23 650 433	3 767 2 451	2 454 6 348 26 101 433	2 343 7 061 25 737 320
Val-d'Or: Centre hospitalier St-Sauveur Foyer de Val-d'Or Inc.	3 150	3 533	6 683		6 683	7 150 84
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield Centres jeunesse de la Montérégie (Les)	7 900	19 469 1 064	27 369 1 064	12 387 265	39 756 1 329	28 391 1 232
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 341	2 341		2 341	2 237
Verdun: Centre hospitalier de Verdun Hôpital Champlain de Verdun (Corporation de l') Hôpital Douglas Société d'habitation de Verdun	755	9 174 1 687 9 429 12	9 174 2 442 9 429 12	15 302 1 988	9 189 2 442 9 731 2 000	9 333 2 494 9 463

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1990	1989
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis		4 465	4 465	92	4 557	4 229
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		2 638	2 638	2 194	4 832	2 602
Vimont: C.L.S.C. du Marigot		1 540	1 540		1 540	1 595
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		943	943	34	977	878
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		775	775	3	778	778
	236 055	1 744 788	1 980 843	372 820	2 353 663	2 074 155
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé et de services sociaux		1 085	1 085		1 085	1 264
	236 055	1 743 703	1 979 758	372 820	2 352 578	2 072 891

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1990	1989
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	26	143	169	176
Beauharnois	9 227		9 227	9 275
Blainville	2 334		2 334	1 352
Boisbriand	10 617		10 617	7 554
Bois-des-Filion	252		252	217
Boucherville	21 735		21 735	17 227
Brossard	21 209		21 209	17 243
Candiac	13 244		13 244	9 378
Chambly	13 798		13 798	8 440
Châteauguay	21 874		21 874	18 424
Côte-St-Luc		1 173	1 173	1 201
Delson	6 724		6 724	4 667
Deux-Montagnes	3 220		3 220	3 117
Dorion	5 737		5 737	5 540
Greenfield-Park	7 470		7 470	6 045
Île-Perrot	1 545		1 545	745
Lachine		101	101	102
La Prairie	11 993		11 993	8 258
LaSalle	2 086		2 086	2 042
Laval	125 888	2 352	128 240	130 648
Lemoyne	2 013		2 013	1 721
Longueuil	81 315		81 315	69 707
Lorraine	313		313	303
Maple-Grove	2 586		2 586	2 545
Marieville	5 223		5 223	2 737
Montréal		2 211	2 211	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 184		7 184	6 510
Pincourt	9 029		9 029	3 006
Richelieu	2 377		2 377	1 630
Rosemère	512		512	473
St-Catherine	6 981		6 981	5 005
St-Constant	9 340		9 340	6 313
St-Eustache	5 029	160	5 189	3 889
St-Hubert	29 194		29 194	22 455
St-Julie	3 121		3 121	3 155
St-Lambert	7 624		7 624	6 041
St-Thérèse	3 191		3 191	3 109
Terrasse-Vaudreuil	2 274		2 274	1 265
Varenes	6 899		6 899	6 852
Vaudreuil	5 628		5 628	5 380
Verchères	6 495		6 495	2 741
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	874		874	672
Beauport	3 406	518	3 924	3 614
Cap-Rouge	1 106		1 106	957
Charlesbourg	3 843	830	4 673	3 956
Lac-St-Charles	580		580	470
Lauzon	13 930		13 930	6 785
Lévis	15 746		15 746	8 134
Loretteville	1 963		1 963	1 946

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1990	1989
Québec	9 175	1 153	10 328	9 756
St-Augustin-de-Desmaures	837		837	227
Ste-Brigitte-de-Laval		202	202	207
Ste-Catherine		255	255	261
St-David-de-l'Auberivière	4 399		4 399	2 892
St-Émile	15		15	
Ste-Foy	7 572		7 572	6 856
St-Nicolas		293	293	299
St-Pierre		97	97	99
Sillery		1 027	1 027	1 053
Stoneham et Terrisbury		294	294	
Val-Bélair	884	629	1 513	1 368
Vanier	1 295		1 295	494
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	17 803	748	18 551	18 827
Abitibi-Ouest	570	946	1 516	1 158
Argenteuil	2 295		2 295	404
Arthabaska	31 751		31 751	34 899
Beauce-Nord	32 998	214	33 212	37 404
Beauce-Sud	36 009		36 009	35 410
Beauharnois	1 387	902	2 289	38 205
Bellechasse	7 667	402	8 069	6 424
Berthier	9 013		9 013	8 071
Bonaventure	4 104	500	4 604	1 360
Brome-Missisquoi	25 250	1 676	26 926	26 345
Champlain	11 726	375	12 101	8 190
Chapleau	1 516		1 516	1 453
Charlevoix	9 425	416	9 841	5 291
Chauveau	8 227		8 227	4 767
Chicoutimi	25 811	964	26 775	22 006
Chutes-de-la-Chaudière	5 495		5 495	
Deux-Montagnes	269	160	429	245
Drummond	14 416	882	15 298	15 004
Dubuc	22 007	1 047	23 054	20 161
Frontenac	35 637		35 637	32 820
Gaspé	9 951		9 951	8 545
Gatineau	5 361	3 520	8 881	2 374
Hull	1 014	201	1 215	1 204
Huntingdon				52
Iberville	24 919	155	25 074	24 046
Îles-de-la-Madeline	450		450	
Johnson	23 170		23 170	21 639
Joliette	12 383	960	13 343	9 031
Jonquière	28 439		28 439	28 318
Kamouraska-Témiscouata	11 334		11 334	10 462
Labelle	28 024	121	28 145	27 852
Lac-St-Jean	43 207		43 207	42 333
L'Assomption	21 676		21 676	26 188
Laviolette	23 484		23 484	21 087
Lévis	2 245		2 245	
Lotbinière	3 356	282	3 638	3 467
Maskinongé	14 058		14 058	6 932
Masson	6 432		6 432	
Matane	13 410		13 410	13 202
Matapédia	12 445	588	13 033	12 508
Mégantic-Compton	16 878		16 878	12 629
Montmagny-L'Islet	5 881	180	6 061	3 614
Montmorency	355		355	
Nicolet	4 144		4 144	3 788
Orford	31 696	2 908	34 604	33 490
Papineau	3 879		3 879	3 768
Pontiac	2 970		2 970	2 683

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1990	1989
Portneuf	12 229	163	12 392	11 285
Prévost	4 748	3 344	8 092	6 127
Richelieu	36 345		36 345	19 414
Richmond	22 520		22 520	16 978
Rimouski	42 187	555	42 742	37 698
Rivière-du-Loup	16 015		16 015	13 650
Roberval	33 811		33 811	33 792
Rousseau	20 885	435	21 320	19 144
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	18 055	1 509	19 564	18 021
Saguenay	9 997		9 997	1 756
Salaberry-Soulanges	37 860		37 860	
Shefford	32 762	1 253	34 015	34 708
Sherbrooke	40 222	951	41 173	22 158
St-François	14 515		14 515	9 543
St-Hyacinthe	45 825		45 825	43 673
St-Jean	359	497	856	259
St-Maurice	678		678	677
Terrebonne				1 059
Trois-Rivières	38 160	4 372	42 532	24 103
Ungava	6 082		6 082	6 147
Vaudreuil-Soulanges	4 600		4 600	4 196
Verchères	3 589		3 589	3 537
	1 636 913	42 664	1 679 577	1 422 115
Moins: montant inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux "	31 194		31 194	22 273
	1 605 719	42 664	1 648 383	1 399 842
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		12 939	12 939	10 665
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		38 533	38 533	43 449
Communauté régionale de l'Outaouais	62 391		62 391	63 252
Communauté urbaine de Montréal	659 291	758 018	1 417 309	1 401 089
Communauté urbaine de Québec	198 172		198 172	137 815
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec		5 491	5 491	5 590
Corporation intermunicipale de transports des Forges		3 422	3 422	4 099
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		7 765	7 765	8 783
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		6 232	6 232	6 696
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		485	485	533
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		92 840	92 840	73 385
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		32 344	32 344	21 918
Société de transport de Ville de Laval		19 839	19 839	18 758
	919 854	977 908	1 897 762	1 796 032
	2 525 573	1 020 572	3 546 145	3 195 874

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée de la Civilisation	37 548	
Musée du Québec	3 250	3 450
Radio-Québec	17 025	12 775
Société de la Place des Arts de Montréal	49 432	51 334
Société du Grand Théâtre de Québec	3 950	3 950
Société québécoise d'assainissement des eaux	45 539 (*)	33 865
	<u>156 744</u>	<u>105 374</u>
Divers autres organismes	<u>13 103</u>	<u>5 222</u>
	<u>169 847</u>	<u>110 596</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 6 437 513 \$ inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux ".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1990	1989
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	84		84	125
Beauhamois	334	25	359	830
Beloeil	461		461	729
Blainville	6 750	10	6 760	7 094
Boisbriand	1 574		1 574	4 291
Bois-des-Filion	2 904	4	2 908	3 136
Boucherville	11 960		11 960	16 618
Brossard	10 826		10 826	14 804
Candiac	1 148	128	1 276	4 467
Carignan				143
Charbly	2 666		2 666	8 161
Châteauguay	23 134		23 134	9 556
Delson	610	82	692	2 523
Deux-Montagnes	985		985	1 059
Dorion	220		220	455
Greenfield-Park	4 257		4 257	5 728
Ile-Perrot	2 646	93	2 739	3 154
Lachenaie	347	64	411	260
Lachine				205
La Prairie	985		985	4 085
L'Assomption				66
LaSalle	405	5 127	5 532	6 778
Laval	80 368	1 875	82 243	43 076
Lemoyne	764		764	1 057
L'Épiphanie, ville		470	470	502
Longueuil	39 367	3 201	42 568	55 539
Lorraine	3 184		3 184	3 007
Maple-Grove	1 246		1 246	1 445
Marieville	3 115		3 115	4 416
Mascouche	396		396	196
McMasterville	97		97	154
Mercier	57		57	114
Montréal		10 242	10 242	13 269
Mont-St-Hilaire	222		222	351
Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	893	672	1 565	1 942
Otterburn-Park	106		106	168
Pincourt	3 171	294	3 465	8 968
Pointe-Calumet		1 408	1 408	1 762
Richelieu	584		584	1 359
Rivière-Beaudette		2	2	
Rosemère	4 020	3 135	7 155	3 910
St-Amable				3 555
St-Basile-le-Grand	117		117	288
St-Bruno	361		361	678
St-Catherine	827	80	907	2 505
St-Constant	802		802	3 375
St-Eustache	4 438		4 438	5 349
St-Hubert	17 977	257	18 234	25 264
St-Julie	1 040	771	1 811	2 006
St-Lambert	4 187		4 187	5 824
St-Mathieu-de-Beloeil		89	89	139
St-Philippe		477	477	
St-Pierre		47	47	245
St-Polycarpe		20	20	
St-Thérèse	10 993	38	11 031	11 138
Terrasse-Vaudreuil	456	134	590	1 510
Terrebonne	769		769	215
Très St-Rédempteur		5	5	
Varembes	424	734	1 158	1 387

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1990	1989
Vaudreuil	273		273	560
Vaudreuil-sur-le-Lac		244	244	332
Verchères	1 351		1 351	5 300
Verdun				
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	447		447	699
Beauport	981		981	1 334
Cap-Rouge	583		583	732
Charlesbourg	734	345	1 079	2 540
Charny	346		346	277
Lac-Beauport		1 595	1 595	
Lac-St-Charles	332	1 177	1 509	2 452
L'Ange-Gardien	41		41	160
Lauzon	6 073		6 073	9 114
Lévis	5 142		5 142	9 281
Loretteville	860		860	881
Québec	1 064	1 539	2 603	3 312
St-Augustin-de-Desmaures	396	302	698	1 553
Ste-Brigitte-de-Laval				
St-David-de-L'Auberivière	1 580	397	1 977	3 261
St-Dunstan-du-Lac-Beauport	37		37	94
St-Émile	377		377	107
Ste-Foy	4 286	153	4 439	4 696
St-Jean-de-Boischatel		348	348	
St-Laurent				15
St-Nicolas	170		170	170
St-Pierre I.O.				25
St-Romuald d'Etchemin	90		90	274
Stoneham et Tewkesbury				309
Val-Bélair	524		524	742
Vanier	135		135	1 194
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	1 152	195	1 347	996
Abitibi-Ouest	1 330	481	1 811	2 256
Argenteuil	1 025	2 299	3 324	2 943
Arthabaska	2 214	656	2 870	4 255
Beauce-Nord	5 741	9 535	15 276	15 659
Beauce-Sud	3 222	2 261	5 483	7 563
Beauharnois-Huntingdon	1 067	548	1 615	9 929
Bellechasse	2 185	7 813	9 998	7 170
Berthier	4 474	3 565	8 039	7 917
Bonaventure	16 577	7 651	24 228	12 840
Brome-Missisquoi	6 530	7 686	14 216	11 706
Charbly	162	250	412	
Champlain	7 587	2 324	9 911	11 528
Chapleau	1 399		1 399	1 461
Charlevoix	7 215	1 320	8 535	3 775
Châteauguay				
Chauveau	3 521	582	4 103	1 191
Chicoutimi	8 413		8 413	8 462
Chûtes-de-la-Chaudière	915	75	990	
Deux-Montagnes	60	95	155	266
Drummond	38 058	3 539	41 597	42 872
Dubuc	6 316	329	6 645	6 249
Duplessis	704	2 281	2 985	2 292
Frontenac	5 329	2 714	8 043	7 151
Gaspé	8 660	4 251	12 911	14 141

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1990	1989
Gatineau	3 290	696	3 986	9 988
Groulx		1 204	1 204	
Hull	927	927		989
Huntingdon		1 250	1 250	2 936
Iberville	7 493	4 788	12 281	8 042
Îles-de-la-Madeleine	3 003	9 933	12 936	42
Johnson	7 562	1 312	8 874	8 971
Joliette	25 433	3 099	28 532	32 638
Jonquière	2 561		2 561	2 220
Kamouraska-Témiscouata	5 335	6 044	11 379	10 934
Labelle	7 505	1 426	8 931	2 778
Lac-St-Jean	3 128	435	3 563	3 393
Laporte				16 589
L'Assomption	16 355	98	16 453	14 655
Laviolette	5 189	1 880	7 069	5 215
Lévis	671	1 311	1 982	2 111
Lotbinière	1 044	2 501	3 545	4 353
Maskinongé	7 456	2 609	10 065	13 617
Masson	416		416	
Matane	3 471	2 596	6 067	3 343
Matapédia	3 020	2 079	5 099	2 215
Mégantic-Compton	10 956	2 231	13 187	6 169
Montmagny-L'Islet	15 221	4 682	19 903	20 925
Montmorency	3 500	452	3 952	846
Nicolet	4 313	1 277	5 590	3 875
Orford	4 649	10 469	15 118	14 186
Papineau	2 244	906	3 150	2 237
Pontiac	490	905	1 395	821
Portneuf	8 758	15 831	24 589	8 706
Prévost	2 935	1 613	4 548	5 922
Richelieu	17 436	1 137	18 573	36 807
Richmond	3 739	2 653	6 392	3 962
Rimouski	5 506	2 614	8 120	10 410
Rivière-du-Loup	7 029	6 517	13 546	11 701
Roberval	3 894	2 972	6 866	6 079
Rosemont		140	140	
Rousseau	4 054	3 269	7 323	5 990
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2 348	3 495	5 843	5 436
Saguenay	14 937	3 651	18 588	23 943
Salaberry-Soulanges	8 293		8 293	
Shelford	6 246	304	6 550	6 948
Sherbrooke	27 149	4 170	31 319	41 250
St-François	7 687	714	8 401	11 123
St-Hyacinthe	7 451	2 062	9 513	9 511
St-Jean	1 399	2 786	4 185	3 791
St-Maurice	2 656	6 214	8 870	3 236
Taillon		16 185	16 185	
Terrebonne	9	821	830	933
Trois-Rivières	15 911	369	16 280	34 814
Ungava	2 437	73 378	75 815	45 591
Vaudreuil-Soulanges	428	794	1 222	1 776
Verchères	451	3 224	3 675	2 620
	707 940	315 130	1 023 070	1 005 653

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1990	1989
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais				1 134
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		4 711	4 711	2 720
Commission intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec	1 271		1 271	1 271
Communauté régionale de l'Outaouais	306 645	2 045	308 690	371 943
Communauté urbaine de Montréal	49 444		49 444	109 877
Communauté urbaine de Québec				
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay		488	488	567
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		1 630	1 630	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		66 587	66 587	
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		34 831	34 831	10 365
Société de transport de Ville de Laval		1 500	1 500	1 500
	357 360	111 792	469 152	499 377
	-----	-----	-----	-----
	1 065 300	426 922	1 492 222	1 505 030
	=====	=====	=====	=====

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée d'art contemporain de Montréal	495	495
Société de la Place des Arts de Montréal	41 540	41 540
Société du Grand Théâtre de Québec	2 638	2 638
	<u>44 673</u>	<u>44 673</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie		
Aide à la création d'emplois communautaires	2 683	5 469
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	2 839	2 859
Aide au développement régional	2 887	5 157
Aide au développement technologique	27 000	
Assistance à l'industrie minière	1 489	3 553
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères		36 415
Développement de l'industrie forestière	503	3 664
Développement des pêches maritimes	2 456	3 853
Aide aux loisirs et à la culture	20 591	17 875
Autres	1 128	1 149
	<u>61 576</u>	<u>79 994</u>
	<u>106 249</u>	<u>124 667</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

1990

1989

(redressé)

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

3-70	Centre de recherche industrielle du Québec	4 000	5 000
3-71	Commission municipale du Québec	37 284	39 532
3-72	Hydro-Québec	23 727 756 (1),(2)	22 435 398
3-78	Musée de la Civilisation		40 000
3-79	Régie de l'assurance-maladie du Québec	15 400	16 000
3-79	Régie des installations olympiques	435 336 (1),(2)	491 086
3-81	Sidbec	361 976 (1)	329 424
3-83	Société de développement de la Baie James	2 524	2 237
3-83	Société de développement industriel du Québec	258 260 (1)	223 308
3-85	Société du Palais des congrès de Montréal	74 500 (1)	86 500
3-86	Société du parc industriel du centre du Québec	35 000 (1)	35 000
3-86	Société immobilière du Québec	629 600 (1)	445 180
3-89	Société nationale de l'amiante	68 298	57 690
3-89	Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale de la Société générale de financement du Québec)	148 206 (1)	168 897
3-90	Société québécoise d'assainissement des eaux	172 928 (1)	165 655
		<u>25 971 068</u>	<u>24 540 907</u>

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

3-94	Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	226	445
3-94	Agriculteurs	52	74
3-95	Étudiants	1 285 584 (3)	1 181 116
3-95	Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention		46
3-96	Pêcheurs	40 878	38 068
3-96	Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	51	87
3-97	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	15 623	10 635
3-98	Usines laitières régionales	400	600
		<u>1 342 814</u>	<u>1 231 071</u>
		<u>27 313 882</u>	<u>25 771 978</u>

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1990 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.-U.	= 1,17020
En monnaie du Japon, Yen	= 0,00742
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais	= 0,61540
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,66350
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 1,92850
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,78170
En unité de compte européen, U.C.E.	= 1,41776

(2) Y compris 54 035 020 \$ (2 119 320 \$ en 1989) pour les obligations d'Hydro-Québec et 4 000 000 \$ (4 000 000 \$ en 1989) pour les obligations de la Régie des installations olympiques détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement.

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
 Centre de recherche industrielle du Québec
 L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada aux taux et selon les échéances suivantes:		
obligations 1990 - 1 000 000 \$ taux 9,50% échéance 9 mai 1990		
obligations 1991 - 1 000 000 \$ taux 9,50% échéance 9 mai 1991		
obligations 1992 - 1 000 000 \$ taux 9,75% échéance 9 mai 1992		
obligations 1993 - 1 000 000 \$ taux 10,00% échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 septembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de	4 000	5 000

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires. Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 284 (*)	39 532

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 20 494

Blainville, 319; Boisbriand, 366; Boucherville, 349; Brossard, 11; Chambly, 33; Châteauguay, 43; Côte-St-Luc, 479; Dollard-des-Ormeaux, 27; Dorval, 150; Île-Perrot, 54; Lachenaie, 13; L'Assomption, 199; Laval, 290; Longueuil, 1 095; Mascouche, 78; McMasterville, 31; Montréal, 14 207; Mont-St-Hilaire, 31; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 39; Otterburn-Park, 31; Pierrefonds, 173; Pinckney, 85; Pointe-Claire, 245; Rosemère, 183; St-Basile-le-Grand, 113; St-Bruno-de-Montarville, 102; Ste-Catherine, 34; St-Constant, 2; St-Eustache, 49; St-Hubert, 113; St-Laurent, 276; Ste-Thérèse, 357; Terrasse-Vaudreuil, 79; Terrebonne, 289; Verdun, 415; Westmount, 134.

Québec métropolitain: 4 696

Ancienne-Lorette, 75; Beauport, 755; Cap-Rouge, 190; Charlesbourg, 1 004; Charry, 643; Lévis-Lauzon, 245; Québec, 741; Ste-Brigitte-de-Laval, 94; Ste-Foy, 179; St-Jean-de-Boischatel, 39; Sillery, 185; Val-Bélair, 546.

Diverses circonscriptions électorales: 12 094

Abitibi-Est, 68; Abitibi-Ouest, 83; Argenteuil, 77; Arthabaska, 165; Beauce-Nord, 252; Beauharnois-Huntington, 57; Bellechasse, 975; Berthier, 19; Bonaventure, 542; Brome-Missisquoi, 180; Champlain, 230; Chapleau, 286; Charlevoix, 1 014; Chauveau, 169; Chicoutimi, 78; Dubuc, 225; Duplessis, 150; Gaspé, 469; Gatineau, 33; Hull, 304; Iberville, 38; Îles-de-la-Madeleine, 246; Johnson, 224; Joliette, 15; Jonquière, 17; Kamouraska-Témiscouata, 24; Labelle, 322; Lac-St-Jean, 45; Laviolette, 77; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 175; Lotbinière, 535; Maskinongé, 107; Matane, 107; Matapédia, 4; Mégantic-Compton, 14; Montmagny-L'Islet, 156; Orford, 200; Papineau, 181; Pontiac, 48; Portneuf, 53; Prévost, 173; Richelieu, 299; Richmond, 123; Rimouski, 247; Rivière-du-Loup, 143; Roberval, 123; Rousseau, 135; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 130; Saguenay, 314; St-Jean, 257; St-Maurice, 503; Salaberry-Soulanges, 37; Shefford, 278; Sherbrooke, 1 080; Trois-Rivières, 11; Vaudreuil, 56; Verchères, 221.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1990		1989	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		10 732 680		10 113 987
En monnaie des États-Unis	7 236 664 \$ É.-U.	8 790 580	6 824 592 \$ É.-U.	8 395 833
En monnaie de la Suisse	1 245 700 F.S.	884 229	1 053 000 F.S.	699 940
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 524 550 D.M.	970 556	1 696 550 D.M.	1 034 972
En monnaie du Japon	45 450 000 Yens	412 200	65 450 000 Yens	591 800
En monnaie du Royaume-Uni	375 000 L.S.	761 853	225 000 L.S.	476 018
En unité de compte européen	125 000 U.C.E.	156 897	50 000 U.C.E.	65 564
En monnaie des Pays-Bas	120 000 Florins	73 848	135 000 Florins	75 357
		22 782 843		21 453 471
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		290 993		317 378
En monnaie des États-Unis	787 580 \$ É.-U.	921 626	744 580 \$ É.-U.	888 433
Total avant fonds d'amortissement		23 995 462		22 659 282
Moins: Fonds d'amortissement		267 706		223 884
Total		23 727 756		22 435 398

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	27 935
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	25 267
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 153
" " "	" " "	" "	7	BC-2	10 400
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	21 826
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	21 915
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	22 675
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	50 925
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	13 627
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV-1	154 711
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 115
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED	80 000
2000-12-14	" " "	" "	"	ED-1	5 000
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13 1/2	EF-1	52 118
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
1991-11-24	1981-11-24	3019-81	17 1/2	EN-1	129 778
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 1/2	FE	46 148 (A)
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000
2003-02-10	" " "	" "	13	FF-2	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12 3/4	FJ	79 772
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
1993-09-30	" " "	" "	12 1/2	FI-2	67 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 1/2	FIA	50 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000
1994-08-16	" " "	" "	14 1/4	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1991-01-03	1985-01-03	2731-84	12 3/8	FS	50 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	91 177 (B)
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12 1/4	FX	100 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	53 488 (C)
1995-08-15	" " "	1579-85	11	GA	100 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	24 500
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	51 000
1992-02-25	1987-03-02	245-87	8 1/4	GR	250 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-02-14	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2012-07-16	1989-04-27	577-89	10 1/4	GU-2	240 000
2012-07-16	1990-02-15	137-90	10 1/4	GU-2	100 000
1999-02-01	1989-04-27	577-89	10 3/4	HA	235 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
					10 732 680

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 50 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 12,94%.
(B) 100 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,85%.
(C) 60 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,011%.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	38 914	
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	24 126	
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	37 726	
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	33 198	
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	32 472	
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	33 724	
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	33 577	
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	48 770	
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	53 054	
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	76 491	
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	96 575	
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	71 538	
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	99 524	
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	168 921	
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	197 926	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	386 874	
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	202 093	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	19 475	
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	80 997	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	125 122	
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	93 820	
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	193 268	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 605	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	197 986	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	128 404	
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 1/4	EI	200 000	
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 3/8	EK	250 000	
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 1/4	EM	150 000	
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 5/8	EQ	200 000	
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 5/8	EY	150 000	
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 1/2	FD	85 825	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	89 400	
1993-12-15	1983-12-15	1843-83	12 3/8	FL-1	100 000	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-1		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-1		
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	137 025	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB	110 034	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	250 000	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89				
2029-12-01	1989-12-01	44 et 1819-89	8 1/2	HH	500 000	
					7 236 664 (1)	8 790 580 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 2 302 715 000 \$ É.-U. en monnaie du Canada pour 2 983 671 000 \$ et de 38 400 000 \$ É.-U. pour 100 000 000 F.S. équivalent canadien de 78 138 000 \$ au 31 mars.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	71 500	
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	149 200	
1990-10-19	1984-10-19	2165-84	5 1/2	150 000	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	200 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	100 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	100 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
				<u>1 245 700 (2)</u>	<u>884 229 (2)</u>

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 875 600 000 F.S. en monnaie du Canada 594 922 000 \$.

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 1/4	150 000	
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 1/2	150 000	
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 1/4	180 000	
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	199 000	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	113 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	138 000	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	296 000	
				<u>1 524 550 (3)</u>	<u>970 556 (3)</u>

(3) Y compris des contrats d'échange de devises de 980 675 000 D.M. en monnaie du Canada 593 379 000 \$.

En monnaie du Japon				Yens	
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
				<u>45 450 000 (4)</u>	<u>412 200 (4)</u>

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 45 450 000 000 Yens en monnaie du Canada 412 200 000 \$.

En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
				<u>375 000 (5)</u>	<u>761 853 (5)</u>

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 75 000 000 Livres Sterling en monnaie du Canada 174 530 000 \$, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 000 Livres Sterling en monnaie des États-Unis de 254 850 000 \$ équivalent canadien de 298 225 000 \$ au 31 mars.

En unité de compte européen				U.C.E.	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 000 d'U.C.E. en monnaie du Canada 156 897 \$.

En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	120 000	73 848

Hydro-Québec (suite)
 L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
 Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Montant
En monnaie du Canada et des États-Unis	
Autres emprunts	
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:	
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1.75%, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas trois ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 141 058 000 \$ CAN. et 105 000 000 \$ É.-U.	263 929
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	11 721
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16 % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	138 214
d) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86 et 1426-87 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance de neuf mois jusqu'à dix ans après leur date d'émission et sont rachetables par anticipation.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 229 580 000 \$ É.U.	268 654
e) En vertu du décret 1425-87 autorisant l'émission de billets sur l'euro-marché, émis à escompte et ne portant pas intérêt, pour un terme ne dépassant un an, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis.	
Au 31 mars, les soldes dus en capital sont de 53 000 000 \$ É.U.	62 021
Total autres emprunts	744 539

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Montant
f) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. A compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.	
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	468 080
Total avant fonds d'amortissement	23 995 462
Moins: Fonds d'amortissement	267 706 (1)
Total des obligations négociables, au 31 mars	23 727 756
(1) Comprenant 245 689 663 \$ en monnaie du Canada, 9 550 002 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 8 161 000 \$ en monnaie des États-Unis, 6 102 800 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 8 800 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 6 363 038 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 8 140 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de la Suisse.	

Musée de la Civilisation
L.R.Q., c. M-44

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du chapitre M-44 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Musée.		
En vertu du décret 980-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens échéant le 30 juin 1998 au taux de 6% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,49% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de (*)		40 000
(*) En vertu du décret 374-90, le gouvernement du Québec autorise le ministère des Affaires culturelles à verser, une subvention afin de pourvoir au remboursement de l'emprunt jusqu'à sa date d'échéance, le 30 juin 1998. (Voir engagements financiers page 3-63)		

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 \$ en monnaie du Canada au taux de 10,875% échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	15 400	16 000

Régie des installations olympiques
L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:		
Emprunts sur obligations		
En vertu du décret 1580-85, le gouvernement du Québec a approuvé la convention de crédit pour emprunter auprès de la Banque Laurentienne du Canada, du Trust Général du Canada, de la Compagnie Montréal Trust du Canada et de l'Hydro-Québec # 2 Fiduciaire de la caisse de retraite des employés de l'Hydro-Québec, 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 12 février 1987 et échéant le 1er décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		50 000

Régie des installations olympiques (suite)
L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé la convention de crédit pour emprunter auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse 100 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 9,60%, non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.		
Des contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis et du Canada sont rattachés à cet emprunt		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	88 306	88 306
En vertu du décret 1424-87 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission et la vente d'obligations de la Régie, d'une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations, datées du 24 septembre 1987, échéant le 24 septembre 1992, portent intérêts au taux de 11,10% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	5 000	5 000
Emprunts sur billets:		
En vertu du décret 2243-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 250 000 000 \$, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	292 550	298 300
En vertu du décret 105-86 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant 40 000 000 \$, intérêts au taux de 7,9866% et échéant le 21 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	49 480	49 480
	435 336	491 086

Sidbec
L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1990	1989
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A	7 250	7 500
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 500	7 750
1991-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 500	7 750
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 3/4	D		5 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	22 000	24 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	25 000	26 500
					<u>69 250</u>	<u>78 500</u>

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>80 000</u>	<u>100 000</u>
---	---------------	----------------

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00% échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82%, d'une valeur nominale de 29 411 765 \$, au taux effectif de 11,15%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>26 043</u>	<u>25 761</u>
---	---------------	---------------

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597% et viennent à échéance le 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6%, d'une valeur nominale de 84 500 000 \$ É.-U., au taux effectif de 11,042%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 72 745 000 \$ É.-U.	<u>85 126</u>	<u>85 064</u>
---	---------------	---------------

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 216-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 28 février 1992 et portant intérêts au taux de 5% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,99% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 742	45 742
En vertu du décret 424-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 6 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 1er avril 1992 et portant intérêts au taux de 5,05% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 11,726% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	55 815	55 815
	212 726	212 382
	361 976	390 882
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".		61 458
	361 976	329 424

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	2 524	2 237

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2610-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "C" d'une valeur nominale globale de 16 800 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 3 décembre 1984, portant intérêts au taux de 12 1/2% payables semestriellement et échéant le 3 décembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		16 800
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05%, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	17 174	15 422
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "E" d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêts à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8% payables semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 1 190 000 000 de Yens auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6% l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en monnaie du Canada, série "F", au taux de 8,25%, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125%, échéant le 15 mai 2007.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	110 000	110 000
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 810 000 000 de Yens auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5% l'an payable semestriellement les 22 mars et novembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 1er décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10% l'an et échéant le 1er décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	
* Le Gouvernement a garanti des échanges de taux d'intérêts entre la Société (S.D.I.) et diverses banques.	258 260	223 308

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 9,90% est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 \$ au taux effectif de 13,35%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2446-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "B" portant intérêts au taux de 12,85% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		12 000
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
De plus, en vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "D" portant intérêts à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8%, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts sont payables les 14 mars et 14 septembre de chaque année. Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991; elles sont remboursables par anticipation depuis le 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
	74 500	86 500

Société du parc industriel du centre du Québec
L.R.Q., c. S-15

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nissan Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4% l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
a) En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$. Les obligations datées du 12 juin 1986 échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50% l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15% jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
b) En vertu du décret 1670-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "C" d'une valeur nominale de 72 000 000 \$. Les obligations datées du 17 novembre 1986 viendront à échéance le 17 novembre 1991 et portent intérêts au taux de 9,15% l'an. Ces obligations seront échangeables pour des obligations de série "2 C" échéant en 2006 et portant intérêts au taux de 9,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	72 000	72 000

(en milliers de dollars)

	1990	1989
c) En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 5 800 000 000 de Yens auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêts est de 9,72%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
d) En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 \$ en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025% payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet en monnaie du Japon de 7 440 000 000 de Yens auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40% l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 40 800 000 \$ dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	81 600	81 600
e) En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 350 000 000 de Yens auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 40 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
f) En vertu du décret 1467-87 complété par le décret 119-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 278 000 000 de Yens, auprès de "The Nippon Credit Bank Ltd." échéant le 30 septembre 1992 et portant intérêts au taux de 5,25% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 30 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 11,56%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
g) En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

(en milliers de dollars)

	1990	1989
h) En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	66 000	71 580
i) En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet en monnaie du Canada de 40 000 000 \$ remboursable partie en monnaie de la République Fédérale d'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50% l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujéti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	
j) En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	
	629 600	445 180

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625%, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 500	23 500
En vertu du décret 1651-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada, sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 février 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375% et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	125 000	150 000
	148 500	173 500
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".	80 202	115 810
	68 298	57 690

Société québécoise d'aluminium Inc.
(Filiale à part entière de la S.G.F.)
L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes empruntées par la S.G.F. ou sa filiale à part entière, pour le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (art. 4.1 et 8.5).		
En vertu du décret 2126-84, la Société, filiale à part entière de la S.G.F., a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 \$ en monnaie des États-Unis.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de (126 650 000 \$ É.-U.)	(*) 148 206	168 897
(*) Le 1er mai 1990, la Société a signé une convention supplémentaire qui a pour effet de mettre fin, d'une façon irrévocable et complète à la garantie de la province de Québec.		

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 1265-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "B" d'une valeur nominale globale de 25 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, datés du 5 juin 1984, au taux de 13,15% et venant à échéance le 5 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 13,40% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		32 263
En vertu des décrets 1420-84 et 1421-84, la Société a contracté le 27 juin 1984 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 6 688 500 000 de Yens venant à échéance le 27 juin 1989 au taux de 8,55% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 13,43% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 50 310 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		47 261
En vertu du décret 2611-84, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada de 34 148 000 \$ à fort taux d'escompte, sous forme de prêt venant à échéance le 30 novembre 1989, au taux de 10,56% (taux effectif de 12,85%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		33 065
De plus, en vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de 9,2% l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 12,58% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	31 809	31 317
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "F" d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, au taux de 8% l'an, datés du 10 juin 1985, intérêts payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,89% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 83 850 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	78 264	75 921

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "G", d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, datées du 18 juin 1985, intérêts payables annuellement au taux de 8,254% et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,95% est rattaché à cet emprunt, au montant de 41 898 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	38 117	37 122
En vertu du décret 1929-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 1er octobre 1985, portant intérêts au taux de 10,625% payables semestriellement et venant à échéance le 1er octobre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 de Yens intérêts payables semestriellement au taux de 7,2% et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,71% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 211	36 289
En vertu du décret 2677-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "J", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 23 décembre 1985, portant intérêts au taux de 9,75% payables semestriellement et venant à échéance le 14 décembre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 de Yens, intérêts de 7,2% payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,65% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 935	35 645
En vertu du décret 263-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "M", d'une valeur nominale globale de 120 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 25 mars 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	120 000	120 000
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt en monnaie des États-Unis, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$ É.-U., intérêts payables annuellement au taux de 8,8653% et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,57% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 958	35 629

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,9% payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6% payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 1725-86, la Société a contracté le 25 novembre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 3 450 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6%, payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 11,12%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
En vertu du décret 1724-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "P", d'une valeur nominale globale de 20 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	20 000	20 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6% payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1160-87, la Société a contracté le 30 juillet 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'une somme de 5 737 000 de Yens portant intérêts au taux de 4,90%, payables semestriellement et venant à échéance le 30 juillet 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,98%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25% venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 de Yens, au taux de 5,5% l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt en monnaie des États-Unis, par billet série "U", d'un montant de 37 200 000 \$ É.-U. au taux de 9,50% l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "V", d'un montant de 6 500 000 000 de Yens, au taux de 5,13% échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 200	60 200
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "W", d'un montant de 10 000 000 000 de Yens, au taux de 7% l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,733% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	95 000	95 000
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20% payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25% payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	
	1 246 994	1 154 212
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme d'assainissement des eaux	1 074 066	988 557
	172 928	165 655

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)
S.Q., 1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1990	1989
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	226	445

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

1990	1989
------	------

Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1989, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 575 032 794 \$.

52	74
----	----

Étudiants
L.R.Q., c. P-21

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	<u>1 285 584</u>	<u>1 181 116</u>

Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Tanguay		
Des emprunts en monnaie du Canada, de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u></u>	<u>46</u>

Pêcheurs
L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1990	1989
		(redressé)
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50% des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 878	38 068

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-78, L.R.Q., c. C-79

(en milliers de dollars)

	1990	1989
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ en monnaie du Canada, à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières sont de		29
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	51	55
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit, qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 sont de		3
	51	87

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1990	1989
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10,50		70
	1991	1976-01-05	3951-75	11,00	7	20
					<u>7</u>	<u>90</u>
Corporations exerçant des activités similaires						
Provalcid Inc.	1992	1989-03-20	1940-88	Flottant	200	170
Société des pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 et 1548-89	11,238	4 609	4 235
	1991	1990-03-14	274-90	Flottant	345	
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1989	1986-02-20	88-86	9,75		20
	(*) 1992		102-90	Flottant		
Ponexpan Inc.	1989	1986-11-06	1348-85	Flottant		125
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant	62	71
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	Flottant	500	558
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	Flottant	1 850	1 850
Les Serristes Unis Inc.	1993	1988-03-07	1410-87	Flottant	1 320	1 320
Complexe Serricole Drumond Inc.	1993	1987-12-15	1611-87	Flottant	724	796
Cultiserre Mirabel Inc. (Hortitec Inc.)	1994	1988-08-26	1273-87	Flottant	1 400	1 400
Les Serres Hypo-Vie Inc.	1994	1989-11-03	1372-88	Flottant	2 000	
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	Flottant	2 000	
164305 Canada Inc. (Banque de sirop d'érable)	1992	1989-03-06	112-89	Flottant	395	
Pêcheries Arctiques Inc.	1990	1990-02-19	1789-89	Flottant	211	
Mycosag Inc.	(*)		1411-89			
					<u>15 616</u>	<u>10 545</u>
					<u>15 623</u>	<u>10 635</u>

(*) L'acte de cautionnement n'étant pas signé, cette autorisation de garantie n'est pas exercée au 31 mars 1990.

Usines laitières régionales
L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec, garantir au nom du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1990	1989
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,25	<u>400</u>	<u>600</u>



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003941